



**PNUD MAROC - Ministère de la Communauté Marocaine Résident à l'Étranger**

**ANALYSE D'IMPACT DE LA CRISE FINANCIERE ET ECONOMIQUE MONDIALE SUR  
LA PAUVRETE ET LA SITUATION SOCIALE DES MRE ET SUR LE FLUX DE LEURS  
TRANSFERTS**

**OCTOBRE 2009**

*FINAL DRAFT*

Mouna Cherkaoui<sup>1</sup> Université Mohamed V, Rabat Agdal

Khadija Rhouami Université Mohamed V, Rabat Agdal

Jackeline Wahba University of Southampton, United Kingdom

---

<sup>1</sup> [cherkaoui.mouna@hotmail.com](mailto:cherkaoui.mouna@hotmail.com)



## Table des Matières

<b>I.</b>	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>9</b>
<b>II.</b>	<b>FACTEURS QUI SOUS-TENDENT L'IMPACT DE LA CRISE : AMPLEUR ET DUREE DE LA CRISE DANS LES PRINCIPAUX PAYS DE DESTINATION DES MRE ET RETOMBES DE LA CRISE AU MAROC.....</b>	<b>13</b>
	a. Impact de la crise en Espagne .....	14
	b. Impact de la crise en France .....	14
	c. Impact de la crise en Italie.....	15
	d. Retombées de la crise au Maroc .....	15
<b>III.</b>	<b>FACTEURS QUI SOUS-TENDENT L'IMPACT DE LA CRISE : LES CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES ET SOCIOECONOMIQUES DES MRE EN ESPAGNE, EN FRANCE ET EN ITALIE.....</b>	<b>17</b>
	a. Les caractéristiques socio démographiques des MRE.....	18
	i. Statut juridique .....	18
	ii. Structure familiale des ménages.....	18
	iii. Genre .....	18
	iv. Age, ancienneté migratoire et période de migration.....	19
	v. Instructions et qualifications.....	20
	b. Les caractéristiques socio économiques des MRE .....	20
	i. Types d'emplois et contrats de travail.....	20
	ii. Répartition sectorielle des travailleurs et sensibilité au cycle économique .....	21
	iii. Prestations sociales et allocations chômage .....	22
	iv. Investissement dans le pays d'accueil et dans le pays de résidence .....	23
	v. Intentions de retour, sentiment d'appartenance et discrimination.....	24
<b>IV.</b>	<b>BAISSE DES FLUX MIGRATOIRES LEGAUX SUITE A L'ADOPTION DE POLITIQUES MIGRATOIRES PLUS RESTRICTIVES EN PARTICULIER EN ESPAGNE EN FRANCE ET EN ITALIE</b>	<b>24</b>
	a. Politiques migratoires en Espagne.....	24
	b. Politiques migratoires en France .....	25
	c. Politiques migratoires en Italie .....	26
<b>V.</b>	<b>BAISSE DES FLUX MIGRATOIRES LEGAUX SUITE AUX DEVELOPPEMENTS DU MARCHE DU TRAVAIL DEPUIS LA CRISE EN ESPAGNE, EN FRANCE ET EN ITALIE.....</b>	<b>28</b>
<b>VI.</b>	<b>MAINTIEN PROBABLE DU STOCK DES MIGRANTS MALGRE LA CRISE.....</b>	<b>31</b>
<b>VII.</b>	<b>IMPACT PROBABLE DE LA CRISE SUR LA PAUVRETE .....</b>	<b>33</b>
	a. Impact sur la pauvreté .....	33
	i. Pauvreté dans les pays d'accueil.....	33
	ii. Pauvreté au Maroc .....	34
<b>VIII.</b>	<b>IMPACT DE LA CRISE SUR LES TRANSFERTS.....</b>	<b>34</b>



a.	Impact de la crise sur le montant des transferts.....	34
b.	Liens avec les autres variables macro économiques.....	37
<b>IX.</b>	<b>REPONSES DU GOUVERNEMENT MAROCAIN POUR PALLIER AUX CONSEQUENCES SOCIALES ET ECONOMIQUES DE LA CRISE POUR LES MRE.....</b>	<b>38</b>
<b>X.</b>	<b>REPONSES DES PHILIPPINES A L'IMPACT DE LA CRISE SUR LES MIGRANTS .....</b>	<b>40</b>
<b>XI.</b>	<b>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>42</b>
	<b>RÉFÉRENCES .....</b>	<b>43</b>
	<b>ANNEXE 1. IMPACT DE LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE SUR LA FRANCE, L'ESPAGNE ET L'ITALIE ET PREVISIONS POUR 2009 ET 2010 .....</b>	<b>48</b>
	<b>ANNEXE 2. EMPLOI ET CHOMAGE AU MAROC .....</b>	<b>52</b>
	<b>ANNEXE 4. CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES DES MAROCAINS RESIDENTS EN ESPAGNE .....</b>	<b>62</b>
	<b>ANNEXE 5. CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES DES MAROCAINS RESIDENTS EN ITALIE .....</b>	<b>69</b>
	<b>ANNEXE 6. ENVOIS DE FONDS EFFECTUES PAR LES RESSORTISSANTS MAROCAINS ETABLIS A L'ETRANGER ANNEES 1990 A 2008 PAR PAYS .....</b>	<b>76</b>
	<b>ANNEXE 7 : ENVOIS DE FONDS EFFECTUES PAR LES RESSORTISSANTS MAROCAINS ETABLIS A L'ETRANGER, ANNEES 2006 A 2009.....</b>	<b>77</b>



## Liste des tableaux

Tableau 1: Indicateurs d'insertion économique selon le groupe d'âge des MRE Âgés de 15 ans et plus.....	19
Tableau 2: Indicateurs d'insertion économique selon la durée de résidence dans le pays d'accueil des MRE âgés de 15 ans et plus	20
Tableau 3: Répartition des MRE CM actifs selon le statut Réglementaire de travail.....	21
Tableau 4: Emplois atypiques par sexe des MRE actifs occupés (en %).....	21
Tableau 5. Travailleurs Marocains Ayant Droit Aux Allocation Chômage en Espagne 2008.....	23
Tableau 6 : Taux de variation des transferts: comparaison du 1 <sup>er</sup> semestre 2009 et du 1 <sup>er</sup> semestre 2008.....	35
Tableau 7 : Comparaison des taux de variation des deux premiers trimestres 2008 et 2009.....	36
Tableau 1.1 : Main features of country forecast - SPAIN.....	49
Tableau 1.2 : Main features of country forecast - France.....	49
Source: <i>European Commission, 2009</i> . Tableau 1.3: Main feautres of country forecast - Italy.....	50
Tableau 1.3: Main feautres of country forecast - Italy.....	51
Tableau 2.1 : Activité des citadins âgés de 15 ans et plus.....	52
Tableau 2.2 : Taux d'activité des citadins selon le groupe d'âge.....	52
Tableau 2.3 : Taux d'activité des citadins selon le diplôme.....	52
Tableau 2.4 : Chômage urbain selon le sexe.....	52
Tableau 2.5 : Taux de chômage urbain selon le groupe d'âge.....	53
Tableau 2.6 : Taux de chômage urbain selon le diplôme.....	53
Tableau 2.7 : Emploi urbain (actifs occupés âgés de 15 ans et plus selon le groupe d'âge).....	53
Tableau 2.8 : Emploi urbain selon les secteurs d'activité.....	53
Tableau 2.9: Emploi urbain selon la situation dans l'emploi.....	54
Tableau 2.10: Emploi urbain selon la branche d'activité économique.....	54
Tableau 3.1: Répartition (pourcent) de l'ensemble des Marocains résidant en France à enquêtés selon le sexe.....	55
Tableau 3.2: Structures (pourcent) familiales des ménages des migrants enquêtés en France.....	55
Tableau 3.3 : Les chefs de ménage migrant en France par niveau d'instruction.....	55
Tableau 3.4 : Les chefs de ménage en France ayant suivi des études par degré qualification.....	55
Tableau 3.5: Répartition (en pourcent) des chefs de ménage migrants selon l'ancienneté migratoire en France.....	56
Tableau 3.6: Répartition (en pourcent) des chefs de ménage migrants selon la période migratoire en France.....	56
Tableau 3.7 : Répartition (en pourcent) de l'ensemble des migrants marocains résidant à l'étranger ayant acquis la nationalité Française.....	56
Tableau 3.8. Répartition des MRE en France chefs de ménage (en %) selon l'obtention ou pas de la nationalité étrangère.....	56
Tableau 3.9. Part de différents types d'emplois dans l'emploi total, selon le lieu de naissance (15-64 ans), 2007 France.....	57
Tableau 3.10 : Taux d'emploi et taux de chômage trimestriels (15-64 ans) par lieu de naissance en France, 2007-2008.....	57
Tableau 3.11 : Taux d'activité et taux de chômage des natifs, immigrants et MRE par sexe en France.....	57
Tableau 3.12 : Répartition sectorielle des travailleurs nés à l'étranger (15-64 ans) en France, 2007.....	58
Tableau 3.13: Secteur d'activité des MRE en 2005 (en pourcent) : France.....	58
Tableau 3.14 : Indice de sensibilité au cycle économique France.....	59
Tableau 3.15: Couverture sociale (%) : France.....	59
Tableau 3.16: MRE et leurs familles ayant une assurance maladie/ accident : France.....	59
Tableau 3.17: Part du revenu annuel transférée au Maroc (en espèces et en nature) (Pourcentage MRE en France).....	59
Tableau 3.18: Pourcentage de MRE (ménages) investissant ou ayant des projets d'investissement, au Maroc ou dans les pays d'accueil, résidant en France.....	60
Tableau 3.19 : Structure (en %) des investissements réalisés par les MRE aux pays d'accueil selon le secteur en France.....	60
Tableau 3.20: Structure (en pourcent) des investissements réalisés par les MRE en France, au Maroc selon le secteur.....	60
Tableau 3.21: Répartition (part) et taux des intentions de la migration de retour, en pourcent, des chefs de ménage, de leurs conjoints et des enfants, garçons et filles, cas France.....	60
Tableau 3.22: Répartition (pourcent) des chefs de ménage MRE en France, tentés par la migration de retour, selon la raison.....	60
Tableau 3.23: Répartition (%) des chefs de ménage, MRE en France, non tentés par la migration de retour, selon la raison.....	61



Tableau 3.24: Répartition des MRE en France chefs de ménage (en pourcent) selon le sentiment d'appartenance.....	61
Tableau 3.25: Répartition (en pourcent) des MRE chefs de ménage en France selon le refus du travail à des marocains par les employeurs du pays d'accueil .....	61
Tableau 4.1: Répartition (en pourcent) de l'ensemble des Marocains résidant en Espagne à enquêtés selon le sexe.....	62
Tableau 4.2: Structures (en pourcent) familiales des ménages des migrants enquêtés en Espagne .....	62
Tableau 4.3: Les chefs de ménage migrant en Espagne par niveau d'instruction.....	62
Tableau 4.4: Les chefs de ménage en Espagne ayant suivi des études par degré qualification .....	62
Tableau 4.5: Répartition (en pourcent) des chefs de ménage migrants selon l'ancienneté migratoire en Espagne .....	63
Tableau 4.6: Répartition (en pourcent) des chefs de ménage migrants selon la période migratoire en Espagne .....	63
Tableau 4.7: Répartition (en pourcent) de l'ensemble des migrants marocains résidant à l'étranger ayant acquis la nationalité Espagnole.....	63
Tableau 4.8 : Répartition des MRE en Espagne chefs de ménage (en pourcent) selon l'obtention ou pas de la nationalité étrangère.....	63
Tableau 4.9 : Part de différents types d'emplois dans l'emploi total, selon le lieu de naissance (15-64 ans), 2007 Espagne.....	64
Tableau 4.10 : Taux d'emploi et taux de chômage trimestriels (15-64 ans) par lieu de naissance en Espagne, 2007-2008 .....	64
Tableau 4.11: Taux d'activité et taux de chômage des natifs, immigrants et MRE par sexe en Espagne.....	64
Tableau 4.12 : Répartition sectorielle des travailleurs nés à l'étranger (15-64 ans) en Espagne, 2007 .....	65
Tableau 4.13: Secteur d'activité des MRE en 2005 (pourcent) : Espagne.....	65
Tableau 4.14 : Indice de sensibilité au cycle économique Espagne.....	66
Tableau 4.15: Couverture sociale (pourcent) : Espagne .....	66
Tableau 4.16: MRE et leurs familles ayant une assurance maladie/ accident : Espagne .....	66
Tableau 4.17: Part du revenu annuel transférée au Maroc (en espèces et en nature) (Pourcentage MRE en Espagne).....	66
Tableau 4.18: Pourcentage de MRE (ménages) investissant ou ayant des projets d'investissement, au Maroc ou dans les pays d'accueil, en résidant en Espagne.....	67
Tableau 4.19: structure (en pourcent) des investissements réalisés par les MRE aux pays d'accueil selon le secteur en Espagne. ...	67
Tableau 4.20: structure (en pourcent) des investissements réalisés par les MRE en Espagne, au Maroc selon le secteur.....	67
Tableau 4.21: répartition (part) et taux des intentions de la migration de retour, en pourcent, des chefs de ménage, de leurs conjoints et des enfants, garçons et filles, cas Espagne.....	67
Tableau 4.22: répartition (pourcent) des chefs de ménage MRE en Espagne, tentés par la migration de retour, selon la raison. ....	67
Tableau 4.23: répartition (pourcent) des chefs de ménage, MRE en Espagne, non tentés par la migration de retour, selon la raison. ....	68
Tableau 4.24. Répartition des MRE en Espagne chefs de ménage (en pourcent) selon le sentiment d'appartenance .....	68
Tableau 4.25. Répartition (en pourcent) des MRE chefs de ménage en Espagne selon le refus du travail à des marocains par les employeurs du pays d'accueil .....	68
Tableau 5.1: Répartition (pourcent) de l'ensemble des Marocains résidant en Italie enquêtés selon le sexe .....	69
Tableau 5.2: Structures (pourcent) familiales des ménages des migrants enquêtés en Italie .....	69
Tableau 5.3: Les chefs de ménage migrant en Italie par niveau d'instruction.....	69
Tableau 5.4: Les chefs de ménage en Italie ayant suivi des études par degré qualification.....	69
Tableau 5.5: Répartition (en pourcent) des chefs de ménage migrants selon l'ancienneté migratoire en Italie.....	70
Tableau 5.6: Répartition (en pourcent) des chefs de ménage migrants selon la période migratoire en Italie .....	70
Tableau 5.7: Répartition (en pourcent) de l'ensemble des migrants marocains résidant à l'étranger ayant acquis la nationalité Italienne.....	70
Tableau 5.8 : Répartition des MRE en Italie chefs de ménage (en pourcent) selon l'obtention ou pas de la nationalité étrangère ....	70
Tableau 5.9 : Part de différents types d'emplois dans l'emploi total, selon le lieu de naissance (15-64 ans), 2007 Italie.....	71
Tableau 5.10 : Taux d'emploi et taux de chômage trimestriels (15-64 ans) par lieu de naissance en Italie, 2007-2008 .....	71
Tableau 5.11: Taux d'activité et taux de chômage des natifs, immigrants et MRE par sexe en Italie .....	71
Tableau 5.12 : Répartition sectorielle des travailleurs nés à l'étranger (15-64 ans) en Italie, 2007.....	72
Tableau 5.13 : Secteur d'activité des MRE en 2005 (pourcent) : Italie .....	72
Tableau 5.14 : Indice de sensibilité au cycle économique Italie .....	73
Tableau 5.15: Couverture sociale (pourcent) : Italie .....	73
Tableau 5.16: MRE et leurs familles ayant une assurance maladie/ accident : Italie.....	73
Tableau 5.17: Part du revenu annuel transférée au Maroc (en espèces et en nature) (pourcentage des MRE en Italie) .....	73



Tableau 5.18: Pourcentage de MRE (ménages) investissant ou ayant des projets d'investissement, au Maroc ou dans les pays d'accueil, résidants en Italie .....	74
Tableau 5.19: structure (en pourcent) des investissements réalisés par les MRE aux pays d'accueil selon le secteur en Italie.....	74
Tableau 5.20: structure (en pourcent) des investissements réalisés par les MRE en Italie, au Maroc selon le secteur.....	74
Tableau 5.21: répartition (part) et taux des intentions de la migration de retour, en pourcent, des chefs de ménage, de leurs conjoints et des enfants, garçons et filles, cas Italie .....	74
Tableau 5.22: répartition (pourcent) des chefs de ménage MRE en Italie, tentés par la migration de retour, selon la raison.....	74
Tableau 5.23: répartition (pourcent) des chefs de ménage, MRE en Italie, non tentés par la migration de retour, selon la raison.....	75
Tableau 5.24 : Répartition des MRE en Italie chefs de ménage (en pourcent) selon le sentiment d'appartenance .....	75
Tableau 5.25 : Répartition (en pourcent) des MRE chefs de ménage en Italie selon le refus du travail à des marocains par les employeurs du pays d'accueil .....	75
Tableau 6.1 : Recettes annuelles (en Millions de dirhams) .....	76
Tableau 7.1 : Recettes trimestrielles par pays (En Millions de dirhams).....	77

## Liste des graphiques

Graphique 1: Immigrants du Maroc et du reste de l'Afrique en Espagne, 1998-2009.....	29
Graphique 2: Taux de chômage des Etrangers en Espagne, Q4 2008.....	30
Graphique 3 : Les taux de chômage des étrangers dans certains pays de l'OCDE.....	31
Graphique 4: Evolution des recettes MRE annuelles (En Millions de dirhams).....	35
Graphique 5 : Taux de variation des transferts: comparaison du 1 <sup>er</sup> semestre 2009 et du 1 <sup>er</sup> semestre 2008 .....	36
Graphique 6 : Comparaison des taux de variations 2008-2009 des deux premiers trimestres .....	37
Graphique 1.1 : Spain – Contributions to growth .....	48
Graphique 1.2 : France – GDP growth and contribution .....	48
Graphique 1.3 : Italy – Contribution to quarterly GDP growth .....	48



## Résumé

Deux facteurs importants sous-tendent l'impact de la crise sur les flux migratoires et sur les conditions de vie des migrants et de leurs familles : l'ampleur et la durée de la crise dans les principaux pays d'accueil des MRE et les caractéristiques sociodémographiques et socioéconomiques des MRE.

La crise a eu un impact très important sur les économies des principaux pays d'accueil (Section II) des marocains résidents à l'étranger et sur leurs marchés du travail en 2008 et 2009. Les prévisions pour l'année 2010 malgré une prévision de reprise plus rapide que prévue restent mesurées quand au rythme et à la forme de la reprise. Les retombées de cette crise sur le Maroc passent par ses effets négatifs sur le secteur touristique, le secteur des exportations, les investissements directs étrangers et les transferts.

Les caractéristiques socio démographiques et les caractéristiques socio économiques (Section III) déterminent en partie l'impact de la crise sur la pauvreté et la situation sociale des MRE et sur le flux de leurs transferts. Dans les pays qui reçoivent des MRE le statut juridique peut sembler à priori favorable en ce sens qu'une majorité de MRE déclarent qu'ils sont soit naturalisés soit en voie de l'être. Ce constat est plus nuancé lorsque l'on étudie les pays séparément. En effet les pays les plus touchés par la crise (comme l'Espagne) sont ceux où le pourcentage des MRE naturalisés est le plus faible.

La plupart des ménages de MRE se composent d'un couple et de leurs enfants. On peut supposer qu'un couple où les deux conjoints travaillent est mieux armé pour faire face à la crise. Les chefs de ménage vivant seuls sont plus nombreux en Espagne et en Italie. Les femmes sont en général employées dans des secteurs moins sensibles à la conjoncture économique et leurs emplois résistent mieux à la crise. De plus leur propension à envoyer des fonds est plus élevée que celle de leurs compatriotes. La plupart des MRE sont jeunes avec une ancienneté migratoire faible et des périodes migratoires qui varient d'un pays à l'autre. Les immigrés récents ou plus jeunes ont plus de chance de perdre leur emploi en cas de ralentissement de l'activité économique. Les MRE d'Espagne et d'Italie qui sont des immigrés récents sont durement touchés par la crise. Les MRE de France ont une ancienneté migratoire beaucoup plus importante et sont moins affectés par la crise. La plupart des MRE ont des niveaux d'instruction et de qualification faibles. Les immigrés les plus récents ont des niveaux d'instruction et de qualification un peu plus élevés mais sont confinés dans des emplois où leurs capacités sont sous utilisées.

Les MRE dans leur ensemble ont des emplois relativement stables mais dans les pays les plus touchés par la crise leurs emplois offrent peu de sécurité. La combinaison, dans chaque pays pris séparément, des secteurs d'emploi des MRE avec l'indice de sensibilité de chaque secteur au cycle économique indique que les MRE sont employés dans les secteurs les plus sensibles à la crise.



Ceci est particulièrement visible dans le cas de l'Espagne et de l'Italie. Beaucoup de MRE ont investi dans les pays d'accueil et au Maroc surtout dans l'immobilier et le commerce. Ces investissements sont difficilement utilisables pour tempérer les effets de la crise au vu de son impact sur le secteur immobilier. Le sentiment d'appartenance au Maroc est très fort parmi la population immigrée et beaucoup envisageaient le retour même avant la crise. Les effets de la crise sur le Maroc et les difficultés de réinsertion des enfants sont des déterrant au retour.

La crise va conduire à une baisse des nouveaux flux migratoires car elle a conduit la plupart des pays à adopter de nouvelles lois et réglementations qui limitent le regroupement familial et les possibilités de migration légales (Section IV).

La crise va également réduire les flux migratoires car les opportunités d'emploi ont baissé suite à la crise (Section V) et que plusieurs économistes s'attendent à une reprise économique qui peut se dérouler sans reprise de l'emploi.

La crise ne va pas toutefois réduire de manière significative le stock de migrants (Section VI). Bien que certains pays proposent des programmes volontaires de retour ceux-ci ont peu de succès auprès des MRE. Les MRE déjà en Europe ne vont pas revenir sans avoir essayé plusieurs alternatives au retour. Ils peuvent accepter des emplois moins rémunérés et plus difficiles, tenter de se repositionner dans un autre pays européen moins affecté par la crise ou renvoyer une partie de leur famille au Maroc en attendant une reprise. Si la crise persiste certains seront contraints au retour.

Si le stock de migrant va probablement se maintenir la composition de migrants risque de changer en ce sens que plusieurs migrants pourront tomber dans l'illégalité suite à la perte de l'emploi qui permettait d'avoir un titre de séjour légal. Donc bien qu'on note une légère baisse du nombre de traversées illégales le nombre d'illégaux peut augmenter.

La crise aura un impact à la fois sur la pauvreté dans les pays d'accueil et sur la pauvreté de leur famille restée au pays (Section VII). Dans les pays d'accueil les taux de pauvreté de la population immigrée non européenne sont fortement liés à la situation d'emploi et sont déjà très élevés. Un accroissement du chômage va pousser certains MRE dans des conditions d'extrême pauvreté.

La crise a réduit de manière significative les transferts au cours du premier semestre 2009 (Section VIII). Cette baisse est plus importante pour les transferts en provenance des pays européens. La baisse des transferts au deuxième trimestre 2009 continue à être importante mais est plus faible que celle ayant prévalu au cours du premier trimestre.

Le Maroc de son côté a mis en place un ensemble de mesures sociales et économiques visant à atténuer les effets néfastes de la crise sur les MRE (Section IX). Le schéma de gouvernance de la migration aux Philippines est intéressant en ce sens qu'il a permis à ce pays un suivi et une réaction rapide aux effets de la crise sur les migrants (Section X).



## I. Introduction

Le Maroc est à la fois un pays d'émigration, d'immigration et de transit. Ces trois formes de migration seront affectées par la crise. Nous nous intéressons dans cette recherche essentiellement au Maroc en tant que pays d'émigration vers l'Europe et nous concentrons notre analyse sur les trois premières communautés Marocaines à l'étranger que sont les communautés marocaines en Espagne, en France et en Italie et qui regroupent plus de 60 pourcent des quelques 3,5 millions de MRE.

Nous nous intéressons à l'impact de la crise sur les MRE. Les effets de la crise sur les MRE sont récents et cette étude souffrira dans certains aspects du peu de recul que nous avons et des difficultés à cumuler suffisamment d'observations statistiques pour mettre en lumière des effets variables et complexes.

Il y a lieu de préciser ce que nous entendons par effets de la crise sur les MRE. Parmi les nombreux impacts possibles nous nous attachons à comprendre l'effet de la crise sur les flux migratoires, sur la composition du stock de migrants, sur la situation des MRE dans l'emploi, sur la pauvreté des migrants et de leurs familles et sur les transferts.

Nous devons aussi distinguer les effets de long terme des effets de court terme. La crise a des impacts de court terme mais n'influe pas de manière significative sur le long terme. Comme précisé par Zurcher (2009) certains fondamentaux ne changent pas. Par exemple les différences structurelles entre le Nord et le Sud et les déséquilibres démographiques demeurent, de plus les révolutions qui ont eu lieu dans les domaines des transports et de la communication continuent de rapprocher les peuples et d'accroître l'attrait du Nord.

Les principaux pays d'accueil des marocains résidents à l'étranger sont touchés par une crise financière et économique mondiale de grande ampleur. L'impact de la crise sur la situation des MRE dépendra de nombreux facteurs tels que la profondeur et la durée de la crise dans les pays de destination et ses retombées au Maroc et des caractéristiques sociodémographiques et socio-économiques des MRE.

La crise actuelle est profonde et s'est propagée de manière très rapide à l'ensemble des pays recevant des marocains résidents à l'étranger et à également affecté le Maroc. Son impact sur les pays est cependant différencié et elle a eu un impact plus grand en Espagne par rapport à la France et à l'Italie.

Les marocains résidents à l'étranger ont de manière globale des caractéristiques socio démographique et économiques proches de celles des populations les plus défavorisées dans le



pays d'accueil. Les MRE sont composés d'une population jeune qui dans certains pays a immigré récemment. Elle a de faibles niveaux d'instruction et de qualification. Lorsqu'elle n'est pas au chômage cette population est employée dans des emplois peu sécurisés et dans des secteurs très sensibles à la conjoncture économique. Elle doit faire face à beaucoup de discrimination de la part des natifs du pays d'accueil.

La crise a précipité des changements dans les politiques migratoires dans les pays de destinations tendant vers un durcissement des conditions d'accueil et un renforcement des contrôles aux frontières dans la plupart des pays européens.

La crise se traduit également par une réduction des opportunités d'emploi en particulier pour les MRE et par un accroissement de l'hostilité envers les étrangers.

Le statut juridique de résidence des MRE accroît leur vulnérabilité. Même si l'on fait abstraction de ceux qui sont en situation irrégulière, beaucoup de MRE ont des statuts qui sont conditionnels à leur maintien dans leur situation d'emploi tout en ayant des contrats de travail offrant peu de sécurité. Pourtant beaucoup parmi les MRE sont prêts à des sacrifices importants pour garder leur emploi et seront disposés à accepter des emplois au-dessous de leurs qualifications et dans des conditions très dures pour continuer à envoyer des transferts à leurs familles malgré leurs désirs exprimés de retour. La perte de leur emploi, en cas de non retour au Maroc, les fait basculer dans l'illégalité et parfois dans des situations d'extrême pauvreté.

Les études économiques s'étant intéressées au lien entre crise économique dans le pays d'accueil et flux migratoire semblent indiquer que le lien est plus fort pour l'immigration illégale que pour l'immigration légale. Dans le cas de l'immigration légale les décisions sont des décisions de long terme qui ne sont pas toujours en lien direct avec les évolutions de court terme des agrégats économiques. Ces flux migratoires comprennent non seulement ceux qui sont à la recherche d'emploi mais aussi ceux qui intègrent le pays pour un regroupement familial ou qui sont déjà dans le pays mais changent de statut de résidence.

En prenant la décision d'immigrer ou de retour le migrant compare ses conditions probables de vie actuelles et futures (ainsi que celles de ses enfants) dans le pays de destination et dans le pays d'origine. Il tentera aussi de prévoir les probabilités de sortie de crise du pays de destination et du pays d'origine.

Plusieurs études conduites durant les deux dernières décennies (De Haas 2007) montrent que la migration a permis à de nombreux marocains résidents à l'étranger (MRE) d'obtenir de meilleurs salaires et d'améliorer leur niveau de vie et celui de leurs familles qu'elle les accompagne ou qu'elle soit restée au Maroc. De plus les MRE ont pu investir dans l'acquisition de logement, dans l'achat de terrains agricoles, dans des petites entreprises et dans l'éducation de leurs enfants. Les enfants des MRE, aussi bien les filles que les garçons, ont des taux de scolarisation plus élevés que



les enfants des familles n'ayant pas immigré. Les MRE ont aussi pu évoluer dans l'échelle sociale grâce aux revenus de la migration (De Haas 2003).

L'impact sur les différentes régions et communautés est certes différencié car les ressources dont dispose le migrant lui permettent d'investir soit dans sa communauté soit ailleurs s'il le souhaite. Globalement on peut toutefois dire que les MRE ont contribué au développement socio économique de leurs régions d'origine en accroissant l'emploi et les revenus.

Les transferts des MRE ont également permis à nombre de familles de sortir de la pauvreté ou d'éviter de basculer dans la pauvreté. Teto (2009) utilise les données des enquêtes nationales de niveau de vie (1990-91 et 1998-99) et l'enquête nationale sur la consommation des ménages (2000-01) pour montrer l'impact des transferts des MRE sur la réduction de la pauvreté au niveau national. Bien que ce ne soit pas les plus pauvres qui reçoivent le plus de transferts mais ceux juste au dessus du seuil de pauvreté, il trouve que les transferts réduisent significativement la pauvreté au Maroc. En 2000-01, en terme absolu, l'absence de transferts aurait augmenté le nombre de pauvres de 161 000 personnes. Ceci ne tient pas compte des effets indirects des transferts en termes de création d'emploi.

La crise a conduit à la perte d'emplois de nombre d'émigrés, d'autres ont été contraints d'accepter des conditions de travail plus précaires, d'autres enfin basculent dans l'illégalité faute d'emploi permettant de renouveler le titre de séjour. Ceci réduit le niveau de vie des MRE et de leurs familles et peut annuler les bienfaits acquis, notamment en terme de développement humain, grâce à la migration. Non seulement la situation sociale des migrants va se détériorer mais celle de leurs familles qui reçoivent les transferts aussi. La baisse des transferts des MRE est déjà de l'ordre de 12 pourcent pour les deux premiers trimestres de 2009 et est en grande partie due aux pertes d'emploi des marocains résidents à l'étranger. Les migrants qui ont un emploi envoient beaucoup plus de transferts que ceux qui ne travaillent pas (De Haas 2007) ce qui laisse supposer que si la crise perdure dans les principaux pays de destination des migrants marocains la chute des transferts continuera.

L'importance de la migration et des transferts pour la société marocaine indique qu'une baisse des flux migratoire du Maroc vers les différents pays (en particulier vers l'Espagne, la France et l'Italie), que des pertes d'emploi massives de travailleurs marocains à l'étranger et une réduction des transferts sont susceptibles d'avoir des répercussions négatives sur le niveau de vie des migrants et de leurs familles et sur la pauvreté et la vulnérabilité.

Cette étude vise à évaluer l'impact de la crise sur les marocains résidents à l'étranger et à étudier ses répercussions sur les flux migratoires et les transferts dans trois principaux pays de destination des migrants marocains : l'Espagne, la France et l'Italie.



L'ampleur de la crise et les caractéristiques des MRE sous tendent l'impact de la crise sur les MRE. On commencera par discuter l'ampleur et la durée de la crise dans ces trois pays. La transmission de la crise financière à la sphère réel et la récession qui en découle dans les pays récepteurs de MRE ont des répercussions sur les marchés du travail, réduisant les opportunités d'emploi pour l'ensemble de la population et surtout pour les immigrés qui doivent le plus souvent faire face à une discrimination accrue à l'embauche et au licenciement. Les caractéristiques socio démographiques et économiques des migrants détermineront en grande partie les effets de la crise sur les MRE. Les caractéristiques socio démographiques et économiques des migrants marocains dans leur ensemble et dans chacun de ses trois pays les rendent plus sensibles aux fluctuations conjoncturelles de l'économie. Dans chacun des pays de destination étudiés les MRE ont des niveaux d'instruction et de qualifications faibles et sont employés dans des secteurs particulièrement sensibles à la crise. Ceci est plus évident en Espagne et en Italie qu'en France.

On peut d'ores et déjà anticiper que la crise aura des effets variables sur les immigrés selon le pays de destination. Ceci, parce que la portée de la crise et ses effets diffèrent d'un pays à l'autre pour plusieurs raisons qui seront évoquées plus bas et parce que les caractéristiques des MRE ne sont pas tout à fait identiques d'un pays à l'autre.

La crise de manière générale réduit les flux migratoires car elle induit des changements de politiques migratoires dans un contexte où les besoins de main d'œuvre sont en baisse et où il y a le sentiment d'hostilité envers les migrants s'accroît. Les politiques migratoires plus restrictives mises en place dans la plupart des pays ces deux dernières années limitent les flux migratoires. Ces pays mettent aussi en place des politiques d'incitation au retour et tentent ainsi de réduire le nombre de migrants au sein de leur communauté.

Dans la section 2 nous présenterons l'impact de la crise sur les pays de destination des MRE, en particulier l'Espagne, la France et l'Italie et les retombées de la crise sur le Maroc. La section 3 utilisera plusieurs études récentes et enquêtes pour analyser les caractéristiques socio démographiques et économiques des MRE susceptibles d'affecter les flux migratoires, le bien être des MRE et leurs transferts. La section 4 reprend les nouvelles lois et réglementations qui limitent le regroupement familial et les possibilités de migration légales prises depuis le début de la crise et qui conduisent à une baisse des nouveaux flux migratoires. La section 5 accorde une attention particulière aux baisses d'opportunités d'emplois suite à la crise et à la réduction engendrée des flux migratoires. La section 6 différencie le flux et le stock de migrants en anticipant le maintien du stock de migrant tout en changeant sa composition entre migrants légaux et illégaux. La section 7 mettra l'accent sur l'impact probable de la crise sur la pauvreté. La section 8 évaluera l'impact de la crise sur les transferts durant le premier semestre 2009. La section 9 décrira les mesures à caractères économique et social prises par le gouvernement Marocain. La section X reprendra l'exemple des Philippines car le modèle de gouvernance de la migration ont permis à ce pays d'être mieux préparé à répondre à l'impact de la crise sur les travailleurs Philippins de l'Étranger.



## II. Facteurs qui Sous-tendent l'Impact de la Crise : Ampleur et Durée de la Crise dans les principaux pays de destination des MRE et Retombées de la Crise au Maroc

La crise actuelle a entraîné un recul global de la production et a poussé l'économie mondiale dans sa plus forte récession depuis la deuxième guerre mondiale. Bien que l'épicentre de la crise ait débuté aux Etats Unis et se situe dans les pays développés, les secousses ont atteint toutes les régions du monde. La baisse globale de la production a coïncidé avec une réduction importante des flux internationaux de commerce. La récession s'est propagée aux pays développés et a affecté les marchés émergents et les pays en développement.

L'économie européenne a été affectée elle aussi négativement par la crise. Certains pays de l'Union Européenne connaissaient déjà de nombreux déséquilibres avant la crise. Les marchés immobiliers étaient par exemple sur évalués dans des pays comme l'Espagne. Dans d'autres pays l'absence d'épargne était aussi un problème qui engendrait des déficits importants du compte courant. Certains pays, comme la France, avaient une économie relativement exempte de déséquilibres et étaient moins susceptibles d'être touchés par des problèmes de secteurs immobiliers. Cependant la crise a donné lieu à un effondrement du commerce mondial et de la production industrielle avec des effets adverses sur les exportations et la croissance de la production dans la majorité des pays de l'Union Européenne. Dans le même temps la détérioration de la confiance et la hausse de l'incertitude ont poussé les entreprises et les ménages à réduire ou retarder leurs dépenses. De ce fait certains pays ont été touchés plus tôt par la crise et ont été plus affectés. L'Espagne par exemple a été parmi les pays européens, celui qui a été le plus durement affecté par la crise économique.

La crise a affecté durement les économies européennes et les prévisions pour les deux années à venir ne sont pas très optimistes. L'Union européenne prévoit une baisse du PIB européen de 4 pourcent en 2009 et une stabilisation du PIB en 2010 avec une reprise graduelle. Le PIB devrait baisser cette année de 4 à 4,5 pourcent en Italie et de 3 pourcent en France et en Espagne. L'activité devrait se stabiliser en 2010 dans la plupart des pays à part l'Espagne où il y aurait une contraction de 1 pourcent. Les marchés du travail européens devraient ressentir la crise. L'emploi devrait baisser de 2,5 pourcent en 2009 et de 1,5 pourcent en 2010. L'emploi pourra donc baisser de 8,5 million durant la période.

L'impact de la crise sur l'Espagne, la France et l'Italie, principaux pays de destination des MRE et principale sources de transferts des MRE, est décrit ci-dessous.



### a. Impact de la crise en Espagne

La croissance du PIB de l'Espagne a baissé de manière significative en 2008 tout en restant positif à 1,2 pourcent. Cette croissance annuelle cache une contraction de l'économie dans la seconde moitié de l'année 2008. La demande domestique avait commencé à baisser dès le deuxième trimestre 2008 mais s'est accentué au cours des deux derniers trimestres. La demande domestique a contribué pour uniquement 0,1 pourcentage à la croissance du PIB sur l'année. L'investissement a commencé à baisser dès le premier trimestre. Une détérioration de la confiance des consommateurs et des investisseurs et des conditions de crédit plus sévères associées aux turbulences du marché financier ont été à l'origine de cette baisse. La consommation du gouvernement s'est accru et a en partie atténué la baisse de la demande domestique (Commission européenne 2009).

En conformité avec l'activité économique, les pertes d'emploi vont augmenter de manière significative en 2009 et un peu moins en 2010. L'emploi devrait baisser de plus de 5 pourcent en 2009 et de 2,75 pourcent en 2010. Ceci est en nette augmentation par rapport aux pertes d'emploi de 2008 qui étaient de 0,5 pourcent. L'entrée de migrants qui est encore relativement élevée combinée avec les pertes d'emploi va augmenter le taux de chômage qui devrait atteindre 20 pourcent en 2010 (Commission européenne 2009).

### b. Impact de la crise en France

La baisse du commerce mondial ainsi que l'impact de la crise sur la disponibilité du crédit ont également affecté l'économie française. En 2008 la croissance était exclusivement tirée par la demande domestique, en particulier par la consommation privée alors que le commerce net et les stocks ralentissaient l'activité. Toutefois la demande a aussi ralenti avec la baisse du revenu disponible des ménages (suite à l'augmentation de l'inflation et à la détérioration des revenus du travail) et avec la baisse de l'investissement qui a souffert de la baisse du marché de l'immobilier et du cycle d'investissement. En 2008 la demande domestique a contribué pour 1,2 pourcent à la croissance du PIB comparé à presque trois points de pourcentage en 2007. Les exportations françaises ont ralenti plus que les importations. En même temps l'accroissement des difficultés et des incertitudes ont amené les entrepreneurs à réduire leurs inventaires pour satisfaire la demande avec un impact négatif très important sur la croissance et une baisse de 0,2 pourcent pour l'année 2008.

L'économie française n'a pas échappé à la récession qui affecte l'ensemble des économies développées. Après une forte baisse en 2008, le PIB devrait reculer encore en 2009 et les prévisions pour 2010 restent incertaines malgré les plans de relance adoptés. La récession devrait être moins sévère en France que dans les autres pays. Cependant bien que les finances des grandes banques françaises et des ménages ne semblent pas dans un mauvais état, la capacité du secteur



privé à se reprendre avant une reprise global semble limitée. De plus les finances publiques souffriront du déficit et du niveau de la dette

Malgré une croissance faible du PIB l'emploi a continué a augmenté en 2008 autour de 1 pourcent. En 2009 et 2010 les prévisions d'emploi vont refléter la baisse de l'activité économique générale. L'emploi total va baisser de 2 pourcent en 2009 et de 1 pourcent en 2010. Bien que la population en âge de travailler continue de croitre, la main d'œuvre devrait diminuer due au fait que les travailleurs découragés par la recherche d'emploi vont se retirer du marché du travail. Ceci va ralentir l'accroissement du taux de chômage qui devrait quand même atteindre 11 pourcent en 2010 dépassant le seuil psychologique des 3 millions de chômeurs. Etant donné les taux de chômage la croissance des salaires devrait être faible durant les deux prochaines années (Commission européenne 2009).

### c. Impact de la crise en Italie

En Italie le PIB a baissé de 1 pourcent en 2008 à cause de la demande domestique et de la demande externe. Le recul économique avait débuté au printemps engendré par l'accélération des prix, la hausse de l'incertitude et l'aversion pour le risque. Après la baisse des prix vers la fin 2008, la chute du commerce mondial a pris le relai comme cause principal de la crise. La récession s'est accentuée au dernier trimestre 2008. Du coté de l'offre la récession a été conduite par la baisse progressive de la croissance de la production manufacturière.

Les prévisions pour 2009 sont pessimistes avec un recul de l'activité économique. En particulier la production industrielle va baisser. La chute des marchés d'exportation de l'Italie pèse de manière importante dans sa performance externe (Commission Européenne 2009)

L'impact de la récession sur le marché du travail Italien a pour le moment plus pris la forme d'une baisse des heures travaillées plutôt qu'une baisse du nombre d'employés. Malgré la baisse de l'activité l'emploi a encore augmenté durant les trois premiers trimestres de 2008 en particulier dans le secteur des services. On anticipe des pertes d'emploi en 2009 surtout dans le secteur industriel et qui devraient continuer en 2010 mais avec moins d'intensité. Le taux de chômage a augmenté en 2008 avec de nouveau demandeurs d'emploi, pour la plupart des femmes et des nouveaux immigrants.

### d. Retombées de la crise au Maroc

Depuis qu'elle s'est propagée à l'activité économique réelle entrainant une chute de la demande et une augmentation du chômage dans les pays partenaires la crise financière internationale a ralenti la croissance de l'économie marocaine. Les pronostics de taux de croissance du PIB pour 2009 sont en baisse mais toujours positif. Ce maintien de la croissance résulte de l'effet combiné d'une



bonne campagne agricole (qui a permis de compenser pour la baisse du PIB non agricole) et de la baisse du prix du baril qui permet de réduire la facture pétrolière.

La crise a eu des effets négatifs sur le secteur touristique, le secteur des exportations, les investissements directs étrangers et les transferts. Les recettes MRE et les recettes voyages ont baissé, à fin mai 2009, de 13,8% et 16,6% respectivement en variations annuelles. Les investissements directs étrangers ont diminué quand à eux de 25% au terme de la même période. Les exportations sont passées de 70 897,0 à 46 007,9 million de DH (HCP 2009).

Plusieurs mesures ont été prises en réponse à la crise. Elles visent essentiellement à soutenir la demande et le pouvoir d'achat. Elles ont pour objectif de prévenir un ralentissement économique au Maroc et d'éviter la progression du chômage et de la pauvreté. Les premières mesures ont touché les secteurs les plus susceptibles d'être affectés c'est-à-dire les secteurs du textile, cuir, sous-traitance automobile, tourisme et électronique. Les dépenses de consommation ont augmenté mais à un rythme inférieur à celui de l'année précédente. Le pouvoir d'achat des ménages a diminué du fait du ralentissement des revenus salariaux, suite à la baisse des créations d'emplois rémunérés mais aussi à cause de la baisse des revenus extérieurs, notamment ceux transférés par les MRE (HCP 2009).

Dans ce contexte l'IRES (2009) reconnaît l'importance de la migration comme phénomène pouvant approfondir l'effet de la crise sur l'économie marocaine. En effet, « le tourisme et les transferts des MRE ayant un fort effet d'entraînement sur différentes industries domestiques, une poursuite de la déprime de ces activités aurait pour conséquence l'extension du ralentissement économique au-delà des secteurs d'activité directement liés à la conjoncture internationale ». De plus l'impact de la crise sur la pauvreté et le chômage pourrait être aggravé par « un phénomène de retour des migrants en cas de prolongement de la crise dans les pays européens ».

L'impact de la crise sur le chômage<sup>2</sup> se fait déjà sentir malgré les différentes mesures prises pour encourager les entreprises à préserver les emplois. Le taux de chômage s'est accru au premier trimestre 2009. Les secteurs de l'industrie et de l'artisanat enregistrent par exemple une perte de près de 60 000 emplois, au premier trimestre 2009 (HCP 2009).

---

<sup>2</sup> Voir Annexe 2. Emploi au Maroc 2009



### III. Facteurs qui Sous-tendent l'Impact de la Crise : les Caractéristiques Sociodémographiques et Socioéconomiques des MRE en Espagne, en France et en Italie

Plusieurs caractéristiques socio démographiques et économiques sont susceptibles d'influencer la vulnérabilité des marocains résidents à l'étranger face à la crise et de transformer leurs conditions de vie.

Les caractéristiques socio démographiques qui seront prises en compte dans cette analyse sont : le statut juridique du migrant, la structure familiale des ménages, la question du genre, l'âge, l'ancienneté et la période migratoire et les niveaux d'instruction et de qualifications.

Les caractéristiques socio économiques qui seront étudiées sont : les types d'emplois et contrats de travail des MRE, la répartition sectorielle des travailleurs MRE et la sensibilité de ces secteurs au cycle économique dans les pays d'accueil, la couverture sociale et l'assurance maladie, les investissements dans les pays d'accueil et au Maroc et finalement le sentiment d'appartenance, les intentions de retour et la discrimination.

Pour évaluer à partir de ses caractéristiques la situation des immigrés à la veille de la crise économique et financière mondiale nous étudierons les données les plus récentes disponibles au niveau national et nous nous référerons quand cela est nécessaire à des données internationales.

Nous utiliserons pour l'analyse de ses caractéristiques plusieurs travaux et enquêtes.

- L'étude réalisée par la société BVA auprès de la communauté marocaine résidente à l'étranger à la demande du Conseil de la Communauté Marocaine à l'étranger. Cette étude réalisée entre Mars et Avril 2009 a consisté en des interviews soit face à face (Espagne et Italie) soit par téléphone auprès de 2819 personnes âgées de 18 à 65 ans et résident dans plusieurs pays européens en particulier en France (503 MRE), en Espagne (413 MRE) et en Italie (401 MRE).
- L'enquête du Haut Commissariat au Plan intitulée « L'insertion socio-économique des Marocains résidents à l'étranger dans les pays d'accueil ». Cette enquête réalisée en 2005 porte sur 2832 ménages renseigne sur le profil des immigrés marocains en Europe, sur les conditions de leur insertion dans les pays d'accueil et la nature de leurs rapports avec le pays d'origine.
- Les données disponibles à partir des publications de la fondation Hassan II pour les Marocains Résidents à l'étranger (Marocains de l'Extérieur 2007).
- Les données internationales publiées.



## a. Les caractéristiques socio démographiques des MRE

### i. Statut juridique

Selon l'étude BVA (2009) le statut juridique des MRE semble favorable en ce sens que parmi les MRE enquêtés 50 pourcent se déclarent naturalisés et 28 pourcent en voie de l'être dans le pays d'accueil. Ce résultat diffère cependant d'un pays à l'autre. Les pays les plus touchés par la crise sont aussi ceux où le pourcentage des naturalisés est le plus faible. Uniquement 9 pourcent des MRE d'Espagne et 24 pourcent des MRE d'Italie sont naturalisés.

Si l'on se base sur l'enquête du HCP (2005) 44,2 pourcent des chefs de ménage de marocains résidents en France ont acquis la nationalité contre 11,50 pourcent en Espagne et 10,50 pourcent en Italie.

Le faible pourcentage de MRE d'Espagne et d'Italie ayant la nationalité du pays d'origine les rend plus vulnérable face à la crise et accroît les risques de détérioration de leurs niveaux de vie face à une recrudescence du chômage dans leurs pays d'accueil.

Entre l'illégalité et l'obtention de la nationalité, les différents types de séjours permettent d'envisager la résidence dans le pays d'accueil avec plus ou moins de sérénité. Par exemple en Espagne un titre de séjour de type permanent est fortement convoité. Selon l'étude de la fondation Hassan II (2008) plus de la moitié des marocains légalement installés en Espagne avaient en Décembre 2006 un titre de séjour permanent et 10,5 pourcent du total des marocains installés en Espagne en 2005 (soit 50859 personnes) sont naturalisés espagnols.

Dans le cas d'une naturalisation ou d'un titre de séjour permanent l'immigré peut retourner dans son pays et attendre une reprise de la conjoncture dans le pays d'accueil. D'après le rapport de l'IMI les marocains qui ont un statut de résident permanent semblent retourner dans leurs pays.

### ii. Structure familiale des ménages

Les ménages marocains grâce au regroupement familial sont pour la plupart composés du chef de ménage de son conjoint et des enfants (67,4 pourcent). En France le pourcentage de ménages de ce type atteint 76,9 pourcent, en Italie 56,7 pourcent et en Espagne 48,0 pourcent. En Espagne et en Italie environ 20 pourcent des ménages se composent d'un individu.

### iii. Genre

La question du genre est apparue dans les discussions relatives à l'immigration marocaine du fait de l'accroissement du nombre de femmes immigrées. Elles représentent aujourd'hui une part grandissante du nombre de migrants dans la plupart des pays de destination et en particulier en Espagne et en Italie.



En France selon l'enquête du HCP elles représentent 47,6 pourcent de l'ensemble des migrants et ont un taux d'activité nettement inférieur à celui des hommes (38,6 pourcent) et des taux de chômage qui atteignent le double de celui des hommes (18,6 pourcent).

En Espagne et en Italie le pourcentage de femmes parmi les immigrés est plus faible (41,2 pourcent et 41,5 pourcent) et leur taux d'activité l'est aussi (32,1 pourcent et 30,1 pourcent). Les taux de chômage des femmes MRE sont de 18,6 pourcent en Espagne et de 9,8 pourcent en Italie.

Une grande partie des femmes qui travaillent dans les pays d'Europe sont des aides ménagères ou des aides soignantes, secteurs qui sont beaucoup moins sensibles aux aléas de la conjoncture économique que les secteurs d'emploi des hommes MRE. Lorsque la femme est employée ses revenus peuvent aider à atténuer les effets de la crise. On peut aussi s'attendre à un accroissement du travail des femmes. Entre 1990 et 2007 le taux d'emploi des femmes immigrées en France est passé de 35 pourcent à 47 pourcent.

#### iv. Age, ancienneté migratoire et période de migration

Selon le HCP la population des MRE est composée de personnes jeunes. 38,3 pourcent de la population a moins de vingt ans, 29,6 pourcent a entre vingt et trente quatre ans et 42,1 pourcent ont plus de trente quatre ans. En 2006 5,3 pourcent de la population marocaine résident en Italie a moins de dix huit ans, 47,4 pourcent a entre dix huit et trente quatre ans et 47,3 pourcent a plus de trente quatre ans. En 2007 26,4 pourcent de la population marocaine résident en Espagne a moins de dix neuf ans, 54,6 pourcent a entre vingt et trente quatre ans et 19 pourcent ont plus de trente quatre ans. Dans l'ensemble des MRE les personnes âgées de 30 à 44 ans ont des taux d'activité plus élevés que ceux des 15 à 29 ans et des taux de chômage plus faibles.

**Tableau 1: Indicateurs d'insertion économique selon le groupe d'âge des MRE Âgés de 15 ans et plus**

Groupe d'âge	Taux d'activité	Taux de chômage	Part des inactifs
15-29 ans	43.2	12.9	56.8
30-44 ans	75.7	4.7	24.3
45-59 ans	60.9	7.5	39.1
60 ans et plus	27.3	16.5	72.7
Total	57.1	8.1	42.9

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

Cette différence dans la structure par âge de la population correspond à un historique migratoire différent. Les pays de population migrante relativement récente ont des populations en âge de travailler relativement jeunes.

Dans l'ensemble les MRE dont l'ancienneté migratoire est de 5 à 10 ans ont des taux d'activité aussi bien pour les hommes que pour les femmes plus élevés et des taux de chômage plus faible que ceux dont la durée dans le pays d'accueil est inférieur à 5 ans.



**Tableau 2: Indicateurs d'insertion économique selon la durée de résidence dans le pays d'accueil des MRE âgés de 15 ans et plus**

Durée de résidence dans le pays d'accueil	Sexe	Taux d'activité	Taux de chômage	Part des inactifs
Moins de 5 ans	Homme	81.7	6.7	18.3
	Femme	18.0	31.1	82.0
5 à 10 ans	Homme	89.8	3.0	10.2
	Femme	30.1	14.7	69.9
11 à 20 ans	Homme	65.1	4.8	34.9
	Femme	25.2	11.1	74.8
Plus de 20 ans	Homme	73.5	9.8	26.5
	Femme	48.9	10.6	51.1

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

En Espagne plus de 50 pourcent et en Italie plus de 30 pourcent des chefs de ménages ont une ancienneté migratoire de moins de dix ans. En France environ 60 pourcent des chefs de ménage ont une ancienneté migratoire de plus de vingt cinq ans.

Les taux d'activité des personnes arrivées récemment dans les pays d'accueil est inférieur à celui des migrants présents depuis longtemps et les personnes plus jeunes ont en général des emplois précaire. On peut donc supposer que les jeunes et ceux présents dans le pays d'accueil depuis moins de cinq ans seront les plus à risque durant la crise.

#### v. Instructions et qualifications

Les niveaux d'instruction et de qualification faibles augmentent la vulnérabilité des MRE face à la crise. Dans l'ensemble environ 40 pourcent des MRE ont au mieux le niveau primaire, 40 pourcent le niveau secondaire et 20 pourcent le niveau supérieur. En France le pourcentage de ceux ayant un niveau d'enseignement supérieur est relativement élevé à 22,5 pourcent, suivi de l'Italie à 14,1 pourcent et de l'Espagne à 10,7 pourcent. En termes de qualifications dans l'ensemble 36,9 pourcent des ouvriers n'ont aucune qualification alors que 16,8 et 28,8 pourcent sont des ouvriers spécialisés ou qualifiés. Le taux des ouvriers n'ayant aucune qualification est de 49 pourcent en Espagne et de 43,6 pourcent en Italie. Les cadres représentent 12,8 pourcent des chefs de ménages en France et uniquement 1,9 pourcent en Espagne et 1,5 pourcent en Italie.

A la lumière de ce que l'on sait sur les taux de chômage en France en Espagne et en Italie, sur les politiques migratoires et sur les listes de métiers susceptibles d'être octroyés à des étrangers on peut facilement déduire que les immigrés, surtout en Espagne et en Italie ont de fortes chances de perdre leurs emplois et de ne pas pouvoir se replacer sur le marché du travail.

### b. Les caractéristiques socio économiques des MRE

#### i. Types d'emplois et contrats de travail

Dans l'ensemble selon l'enquête du HCP (2005) les MRE ont des emplois relativement stables puisque 62, 6 pourcent ont des contrats à durée indéterminée alors que 15,7 pourcent ont des contrats à durée déterminée et 9,2 pourcent travaillent en l'absence de contrats.



**Tableau 3: Répartition des MRE CM actifs selon le statut Réglementaire de travail**

Type de contrat	Homme	Femme	Ensemble
CDD	15,7	15,8	15,7
CDI	62,5	64,7	62,6
Sans contrat	9,2	8,6	9,2
Indépendant	10,8	8,6	10,7
Autre cas	1,8	2,2	1,8
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Haut Commissariat au Plan, CERED, Enquête sur l'ISE-MRE-PA, 2005

En Espagne les emplois sont particulièrement précaires. En 2006 selon l'étude de la fondation Hassan II (2008) sur 164 804 travailleurs uniquement 32,20 pourcent ont un contrat à durée indéterminée. Il est intéressant de constater que sur les 27889 femmes actives occupées en Espagne 56,5 pourcent ont un contrat à durée indéterminée.

Dans l'ensemble la plupart des MRE travaillent à plein temps. Ce taux reste élevé dans la plupart des pays. En Espagne par exemple 90 pourcent des marocains résidents ont un contrat à plein temps.

**Tableau 4: Emplois atypiques par sexe des MRE actifs occupés (en %)**

Régularité dans le travail	Sexe		
	Masculin	Féminin	Ensemble
Plein temps	96,5	87,1	94,1
Temps partiel	2,3	11,1	4,6
Saisonnier	1,2	1,8	1,3
Total	100	100	100

Source : HCP-CERED, « l'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

#### ii. Répartition sectorielle des travailleurs et sensibilité au cycle économique

Selon l'étude de l'OCDE les secteurs les plus sensibles à la conjoncture dans les pays européens varient d'un pays à l'autre. Pour chaque pays on compare la répartition sectorielle des marocains résidents dans ce pays avec les indices de sensibilité au cycle économique des secteurs d'activité. Pour l'Espagne et l'Italie les travailleurs immigrés marocains sont concentrés dans les secteurs pour lesquels ces indices de sensibilité sont les plus élevés. Pour la France les résultats sont plus nuancés. Dans les pays à ancienneté migratoire faible comme l'Espagne et l'Italie la répartition de l'emploi immigré est très concentrée sur les secteurs sensibles aux fluctuations de l'activité économique. Dans les pays à ancienneté migratoire élevée la répartition de l'emploi immigrée tend à se rapprocher de celle des natifs mais avec toutefois plus de personnes employées dans les secteurs à forte sensibilité.



Par ordre d'importance les secteurs qui emploient le plus de marocains en France sont les autres services qui comprennent la restauration, l'hôtellerie, les banques assurances et affaires immobilières et les services personnels et domestiques (24,6 pourcent), les industries de transformation (23,2 pourcent), les bâtiments et travaux publics (17 pourcent) et le commerce (13,4 pourcent). Les indices de sensibilité au cycle économique les plus élevés pour les secteurs d'emploi en France concernent la construction 3,4, les autres services 2,8 et les industries manufacturières de produits durables.

Par ordre d'importance les secteurs qui emploient le plus de marocains en Italie sont les industries de transformation (42,1 pourcent), les bâtiments et travaux publics (19,2 pourcent) et le commerce (12,3 pourcent). Les indices de sensibilité au cycle économique les plus élevés pour les secteurs d'emploi en Italie concernent les industries manufacturières 14,8, la construction 13,4 et le commerce de gros 10,8.

La construction 3,4, les autres services 2,8 et Par ordre d'importance les secteurs qui emploient le plus de marocains en Espagne sont les bâtiments et travaux publics (35,6 pourcent), l'agriculture forêt et pêche (19,7 pourcent) et le commerce (11,4 pourcent). Les indices de sensibilité au cycle économique les plus élevés pour les secteurs d'emploi en Espagne concernent la construction 9,1 ; le commerce de gros 5,6 et l'agriculture 2,4.

### iii. Prestations sociales et allocations chômage

Les prestations sociales concernent assurance maladie et accidents, l'assurance vie, les allocations familiales et les pensions de retraite. L'assurance maladie et accident couvre 97,4 pourcent des MRE en Europe (94,8 pourcent en Italie, 98,4 pourcent en France et 97,1 pourcent en Italie). Les allocations familiales couvrent 84,3 pourcent des MRE en Europe et 96,8 pourcent des MRE sont couverts par la retraite.

Uniquement 28,5 pourcent des MRE chefs de ménage ont bénéficié des allocations de chômage. Pour ceux qui n'ont pas bénéficié 4,2 pourcent sont en fin de droit, 2,1 pourcent n'y ont pas droit et le reste invoque d'autres raisons sans les préciser ce qui peut laisser supposé qu'ils ne sont pas déclarés.

L'absence des indemnités de chômage rend plus fragile encore la situation des MRE en période de crise économique.

Ceux qui ont droit à l'indemnité chômage ont augmenté durant l'année 2008 et probablement également durant l'année 2009. L'exemple ci-dessous de l'Espagne montre la rapidité de l'augmentation des MRE ayant droit à l'indemnité avec l'accroissement du chômage.



**Tableau 5. Travailleurs Marocains Ayant Droit Aux Allocation Chômage en Espagne 2008**

2008	Maroc
Janvier	36,431
Février	37,582
Mars	35,928
Avril	37,801
Mai	39,9
Juin	43,833
Juillet	49,506
Aout	52,863
Septembre	54,918
Octobre	56,168
Novembre	63,335
Décembre	66,696

*Source: Migration and the Global Recession A Report Commissioned by the BBC World Service Michael Fix, Demetrios G. Papademetriou, Jeanne Batalova, Aaron Terrazas, Serena Yi-Ying Lin, and Michelle Mittelstadt Migration Policy Institute September 2009*

#### iv. Investissement dans le pays d'accueil et dans le pays de résidence

Selon l'enquête BVA 37 pourcent des MRE sont propriétaires ou accédant à la propriété d'un bien immobilier dans leur pays de résidence et 13 pourcent déclarent y posséder un commerce ou des intérêts dans une activité économique. De la même manière 37 pourcent des MRE sont propriétaires d'un bien immobilier au Maroc et 24 pourcent déclarent y posséder des terres.

Les MRE d'Italie sont les plus actifs dans l'achat et la construction dans le pays d'accueil (58 pourcent) alors que les MRE de France sont ceux qui déclarent le plus investir dans l'achat de biens immobiliers au Maroc (45 pourcent).

Selon l'enquête du HCP en France en 2005 50,8 pourcent des MRE avaient réalisé des investissements au Maroc et 27,9 pourcent en France. En Espagne 30,6 pourcent des MRE avaient réalisées des investissements au Maroc et 25 pourcent en Espagne. En Italie 43,8 pourcent des MRE avaient réalisées des investissements au Maroc et 24,2 pourcent en Italie. Ces investissements quel que soit le pays se font dans l'immobilier que ce soit dans le pays d'accueil et dans le pays de résidence.

La faible diversification des investissements que ce soit dans le pays hôte ou au Maroc empêche ses investissements d'être utilisés comme un moyen d'atténuer les effets de la crise. Dans un pays comme l'Espagne ou les biens immobiliers ne trouvent pas preneur ils peuvent renforcer les effets négatifs du recul économique.



#### v. Intentions de retour, sentiment d'appartenance et discrimination

Le sentiment d'appartenance au Maroc est très élevé, il est de 76,5 pourcent pour l'ensemble des MRE et atteint 73 pourcent pour la France, 81,5 pour l'Espagne et 88,8 pourcent pour l'Italie.

Selon l'étude BVA, 52 pourcent des MRE déclarent envisager de passer leurs vieux jours au Maroc. Ces taux sont variables d'un pays à l'autre. 69 pourcent des MRE d'Espagne, 50 pourcent des MRE de France et seulement 46 pourcent des MRE d'Italie comptent revenir au Maroc pour leurs vieux jours.

Selon l'enquête du HCP ce sont 57,2 pourcent des chefs de ménage MRE qui a l'intention de se réinstaller au Maroc. Le taux est élevé en Italie (62 pourcent) et en Espagne (61,5 pourcent) et est plus faible en France.

Ceux qui veulent rentrer au Maroc avance pour principal raison la présence de la famille au Maroc. Ceux qui ne sont pas tenté par le retour au Maroc sont concernés par l'avenir de leurs enfants et le souhait de conserver un niveau de vie meilleur.

Le désir de retour peut aussi être du à la discrimination subie dans le pays d'accueil. De nombreuses études portant sur les pays de l'OCDE indiquent que les immigrants subissent de la discrimination à l'embauche sur des critères raciaux et ethniques. Dans l'étude BVA, 72 pourcent des MRE en Europe déclare faire face à de la discrimination quand à l'accès au travail et 61 pourcent en ce qui concerne l'accès au logement.

Cette discrimination est forte en Espagne (78% et 79%) et en l'Italie (72% et 61%) et plus modérée en France (68% et 60%).

#### IV. Baisse des flux migratoires légaux suite à l'adoption de politiques migratoires plus restrictives en particulier en Espagne en France et en Italie

La situation de crise des pays de destination des MRE a entraîné des changements de politique migratoire en Espagne, France et en Italie. Ces politiques ont évolué vers l'introduction de conditions plus contraignantes aux flux migratoires, en particulier celles relatives au regroupement familial.

##### a. Politiques migratoires en Espagne

Les changements récents des politiques migratoires en Espagne concernent l'annonce d'une nouvelle loi de l'immigration, un programme volontaire de retours, les contingents, les appréciations de la situation de l'emploi et les listes de pénurie de main d'œuvre.



En plus du programme ci-dessus une nouvelle loi sur l'immigration qui doit remplacer celle de 2000 a été annoncée en 2008. Le Ministre du travail et de l'immigration a déclaré en Avril 2009 que la nouvelle loi ne va pas punir l'assistance humanitaire apportée aux immigrés illégaux et ne va pas réduire leurs droits. Elle devrait uniquement organiser les flux de migration en ajoutant que les droits des immigrés seraient augmentés. Le projet de loi n'a pas encore été rendu public mais il est clair que les réunifications familiales seraient réduites. Avant la crise les immigrés avaient le droit à la réunification familiale après une année et celle-ci a été le facteur le plus important de migration ses dernières années. On ne sait pas si la loi prévoit des mesures spécifiques selon le secteur d'activité, les emplois et le niveau de qualification. Avant la crise plusieurs pays européens avaient utilisé ces critères comme base de leur politiques migratoires. Ceci rejoint l'approche de l'Union Européenne qui prévoit des politiques différentes pour les travailleurs hautement qualifiés et les autres (Awad 2009).

En 2008 l'Espagne a introduit un programme de retour volontaire (PRV) en réponse à la récession. Ce programme qui s'appliquait aux Marocains n'a pas suscité l'intérêt des MRE (il sera discuté plus longuement ci-dessous).

Les contingents déterminent les admissions temporaires de travailleurs saisonniers. Ce sont des plafonds régionaux par profession. L'Espagne a fortement réduit ses contingents les faisant passer de 15731 en 2008 à 901 en 2009.

L'Espagne a également fortement réduit les listes de pénurie de main d'œuvre. La liste des emplois difficiles à pourvoir a fortement diminué en 2008 et 2009. D'après le rapport de l'IMI (2009) le nouveau catalogue des emplois difficiles à pourvoir d'Octobre 2008 et qui continue à être en vigueur en 2009 a réduit de 32 pourcent les professions difficiles à pourvoir par rapport au catalogue précédent. Les professions supprimées de la liste comportent les emplois suivants : peintres, aides soignants, serveurs, briqueteurs, soudeurs, électriciens, charpentiers, serruriers, cuisiniers, jardiniers et ouvriers agricoles. Ce qui représente de fait la totalité des recrutements à l'étranger. Un justificatif d'emploi durant la période précédente est nécessaire pour obtenir un renouvellement de statut en Espagne sauf pour les immigrés éligibles aux allocations familiales.

#### b. Politiques migratoires en France

Conduite depuis 2007 par Le Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement (décret n° 2007-999 du 31 mai 2007) la politique migratoire française est devenue plus restrictive.

Cette politique est régie par la loi n°2007-1631 du 20 novembre 2007 et vise la maîtrise de l'immigration, la lutte contre l'immigration irrégulière, la limitation des conditions d'entrée et de séjour en France, la maîtrise de l'immigration familiale et l'encouragement d'une immigration pour des raisons professionnelles.



Plusieurs mesures introduites par la loi rendent la réunification familiale plus difficile. En effet il est devenu nécessaire d'atteindre un seuil de ressources pour prétendre au regroupement familial ; de réussir un test de connaissance du français et des valeurs de la République ou, à défaut, avoir suivi une formation suffisante; de veiller à l'intégration des enfants en vertu d'un « contrat d'accueil et d'intégration pour la famille » et de recourir à un examen génétique (test ADN) pour les ressortissants des pays où il existe un doute sérieux sur l'authenticité de l'état-civil. Le gouvernement français a annoncé en Septembre 2009 que les tests ADN ne seraient pas utilisés.

### c. Politiques migratoires en Italie

Au début de 2007 les Directives 2003/109/EC et 2003/86/EC concernant la réunification familiale ont été transposées dans la loi Italienne par un Décret Loi numéro 5 du 8 Janvier 2007 (Bonizzoni et Cibeà 2009). La législation a ainsi changé et est devenue plus souple. Il ya eu en particulier une extension de la définition de ceux qui pouvaient bénéficier des réunifications familiales et une protection accrue de l'unité familial lors des expulsions. Il est devenu difficile d'expulser un individu ayant de la famille en Italie, les enfants peuvent être réunis avec leur parents en Italie sans avoir à prouver qu'ils sont dépendants, les parents peuvent rejoindre leurs enfants simplement car ils sont dans le besoin, les conditions de logement sont plus souples et les procédures bureaucratiques ont été simplifiées.

Les développements récents datant de Juillet 2008 représentent un retour après moins d'une année vers des mesures plus restrictives similaires à celles qui prévalaient avec la loi Bossi-Fini de 2002. Le parlement Italien a passé une nouvelle loi relative à la sécurité publique (Loi 125/2008) qui comporte plusieurs mesures restrictives en ce qui concerne les politiques migratoires et d'asile. Cette nouvelle loi sur la sécurité est entrée en vigueur le 8 Aout 2009.

Les jugements concernant les entrées illégales en Italie sont devenues une priorité et l'entrée illégale sur le territoire Italien sera sanctionnée par l'emprisonnement pour une période pouvant aller de 6 mois à 4 ans et par l'expulsion. La période maximum de séjour dans un centre de détention sera de 18 mois. Si la personne ne quitte pas le pays après un ordre d'expulsion elle sera emprisonnée entre une à quatre années. Louer un appartement à un immigré en situation irrégulière conduira à la confiscation de l'appartement et à un emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans. Pour les immigrés qui auront enfreint la loi les pénalités pourront être majorées d'un tiers. De plus la loi introduit une nouvelle circonstance aggravante qui consiste dans le séjour illégal sur le territoire national.

La loi limite aussi les catégories de membre de la famille pouvant prétendre à la réunification. Pour pouvoir prétendre à la réunification l'épouse doit être âgée d'au moins 18 ans et pas séparée légalement. Les enfants adultes doivent être complètement dépendants pour être réunis avec leurs parents. Les parents ne peuvent prétendre à la réunification que s'ils n'ont pas d'autres enfants dans le pays d'origine, que si les autres enfants sont dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins à



cause de problèmes graves de santé ou s'ils ont plus de 65 ans. Les critères de revenu pour pouvoir prétendre au regroupement ont été relevés et atteignent 5317 euros en 2009 plus 50 pourcent pour chaque membre de la famille.

Des processus de régularisation massive ont été les principaux moyens de gestion et de contrôle de la migration en Italie. Chaque changement de législation de ces dernières décennies s'est accompagné de régularisation massive. Cependant les régularisations n'ont pas toutes été les mêmes et ont varié selon les conditions, termes et procédures de régularisation.

Le gouvernement Berlusconi a commencé à régulariser entre 350 et 400000 auxiliaires de vie, employés jusqu'à présent au noir depuis le 1<sup>er</sup> Septembre 2009.

Ce projet répond à un besoin de prise en charge des personnes âgées. L'Italie est en effet le pays le plus vieux d'Europe avec une population grandissante des personnes de plus de 60 ans qui représentent déjà 20% de la population. Les auxiliaires de vie sont devenus indispensables au soutien de ces personnes. Caritas recense près de 700000 professionnels du secteur d'origine étrangère dont près de la moitié ne seraient pas déclarés. La procédure de régularisation doit être entamée par les employeurs qui doivent télécharger les formulaires de régularisation et les expédier au service d'immigration. Ils doivent aussi avoir un revenu minimal annuel de 20 000 euros, présenter un certificat médical justifiant le besoin d'un emploi domestique et verser 500 euros. Les employés doivent être présents sur le sol italien depuis le mois de juin 2009 et ne doivent pas avoir eu affaire avec la justice. La procédure prend fin le 30 septembre. Les sans papiers concernés ainsi que les membres de leurs familles (3 au maximum) recevront, dans un délai de 8 jours, une réponse suite à laquelle ils pourront demander une carte de séjour.

Selon le ministère de l'intérieur italien, l'opération de régularisation des employés de maison ("badante") a débuté mardi 1er septembre 2009 sur le site du ministère : 5 289 demandes ont été transmises elles concernent principalement des personnes Moldaves, Ukrainiennes et Marocaines.

En Italie il existe un système de contingents qui s'adresse à des professions spécifiques. Entre 2007 et 2009 le contingent d'entrées a baissé en Italie passant d'un plafond de 170 000 admissions en 2007 à 150 000 admissions en 2008 (réservées pour la plupart pour des employés de maison et des aides soignants). Pour 2009 le quota des emplois non saisonnier a été fixé à zéro alors que celui des emplois saisonniers est resté fixe à 80 000. Il faut noter qu'un justificatif d'emploi est nécessaire pour obtenir un renouvellement de statut mais la législation accorde un délai de grâce de six mois pour la recherche d'un emploi.



## V. Baisse des Flux Migratoires Légalisés suite aux Développements du Marché du Travail depuis la Crise en Espagne, en France et en Italie

Avec la propagation et l'extension de la crise la concurrence pour les emplois et le chômage s'intensifient dans l'ensemble des pays. Les immigrés, les jeunes, et les personnes ayant des niveaux d'instruction et de qualification faibles sont les premiers à perdre leur emploi. Comme on l'a vu plus haut cela rejoint les caractéristiques des travailleurs marocains à l'étranger et a été accentué par la surreprésentation des MRE dans les secteurs les plus sensibles au recul de l'activité.

L'impact de la crise sur les migrants est beaucoup plus visible dans les pays où la crise s'est déclenché tôt comme l'Espagne et où les migrants ont fortement contribué à la croissance récente de l'emploi. L'emploi des migrants a représenté plus de quarante pourcent de la croissance totale de l'emploi dans certains pays européens notamment l'Espagne et l'Italie (OCDE 2009).

A l'exception de l'Espagne, en Europe les immigrés en général et les immigrés marocains en particulier ne sont pas sur représentés dans l'emploi agricole mais jouent un rôle important dans les industries manufacturières et la construction. Les immigrés sont affectés selon leur secteur d'activités. Les immigrés d'Espagne ont été le plus affectés par la baisse du secteur de la construction et les immigrés de France par la baisse de la production manufacturière en particulier dans le secteur automobile.

La baisse des emplois dans les agences temporaires de 33 pourcent dans les agences d'intérim en France entre février 2008 et 2009 et de 8 pourcent en Espagne et la baisse des contrats à durée déterminée sont des difficultés supplémentaires pour les nouveaux entrants sur le marché du travail, surtout que ces emplois étaient en général un tremplin vers un emploi à plein temps.

En Espagne en Décembre 2008 le taux de chômage avait atteint 13,4 pourcent ou 3 128 963 personnes. En Mars 2009 ce taux de chômage est passé à 17,36 pourcent ou 4 010 700. L'accroissement du nombre de chômeurs durant ces trois mois a été de 802 800 personnes. Entre Mars 2008 et Mars 2009 le nombre de chômeurs avait augmenté de 1,8 million de personnes. Le taux de chômage des immigrés est passé quand à lui de 11,3 pourcent à 17 pourcent en une année. (Awad 2009).

Le secteur de la construction est le plus affecté en Espagne. Durant l'année 2008 le nombre d'emplois perdus dans la construction en Espagne a atteint 485 300 emplois. Dans l'industrie 278 900 emplois ont été perdus et les emplois dans le secteur des services ont diminué durant le dernier trimestre 2008 et en 2009. Entre 2006 et 2008 même le secteur de l'agriculture a connu une

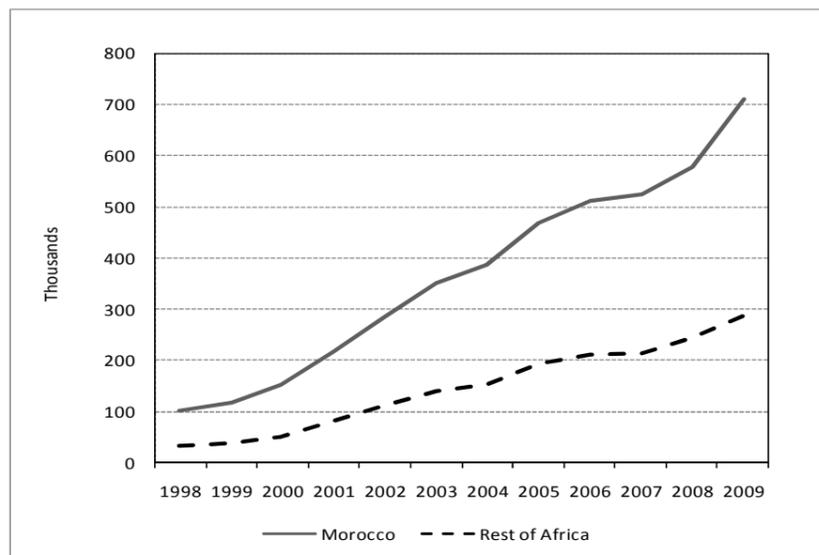


baisse d'emplois de 6 pourcent passant de 921,800 à 863,400 emplois (Awad). Parmi les immigrés 20 pourcent sont employés dans le secteur de la construction et 50 pourcent dans les services.

L'impact de la crise sur l'emploi des migrants en particulier en Espagne est d'autant plus important que l'immigration en Espagne est très élevée et est avant tout une immigration de main d'œuvre. Les flux migratoires en Espagne ont continué en 2008 mais la tendance est à la baisse. Les nouvelles entrées sous le régime général sont passées de 200 000 en 2007 à 137 000 en 2008 et le regroupement familial est passé de 128 200 en 2007 à 100 000 en 2008 (OCDE 2009).

Le nombre de Marocains ayant immigré en Espagne a connu une très forte évolution durant la dernière décennie. C'est ainsi que le nombre de Marocains en Espagne est passé de 216 500 personnes en 2001 à 468 800 personnes en 2005 et à 652 700 personnes en 2008 et à 710 400 personnes en 2009 (Arango 2009).

**Graphique 1: Immigrants du Maroc et du reste de l'Afrique en Espagne, 1998-2009**



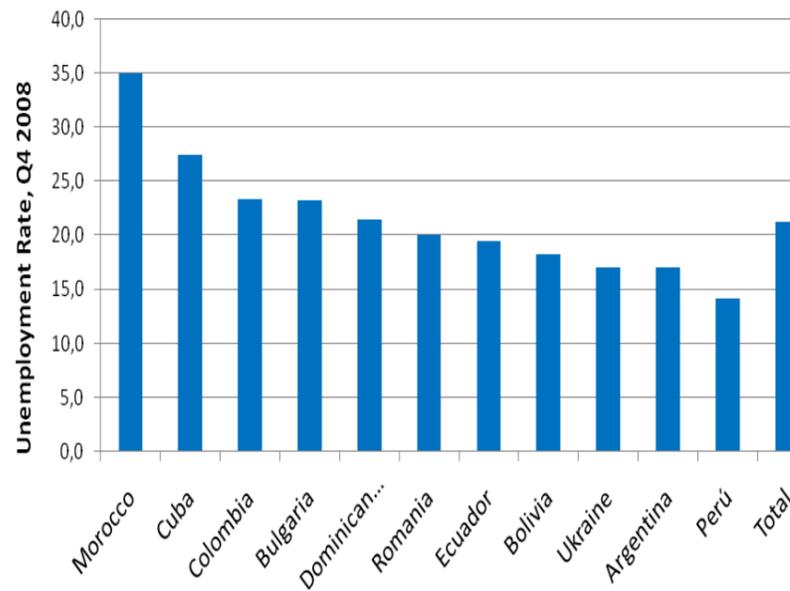
Source: Arango (2009)

Cette population se compose essentiellement de jeunes adultes avec plus d'hommes que de femmes. Le ratio d'hommes par femme peut parfois atteindre 200 hommes pour 100 femmes pour certains cycles d'âges comme les 25-34 ans (Arango 2009).



Les Marocains sont fortement touchés par le chômage. Leur taux de chômage est estimé à 35 pourcent en 2008 et a augmenté en 2009. Il est plus élevé que la moyenne des étrangers (Simpson 2009, Graphique 2). Ceci est du principalement a leur forte concentration dans le secteur de la construction. En 2007 il a été estimé que 31 pourcent des Marocains travaillaient dans la construction et 28 pourcent dans les services. Le nombre de Marocains au chômage est passé de 82000 à 151000 au cours de l'année 2008 et a continué à augmenter en 2009.

**Graphique 2: Taux de chômage des Etrangers en Espagne, Q4 2008**

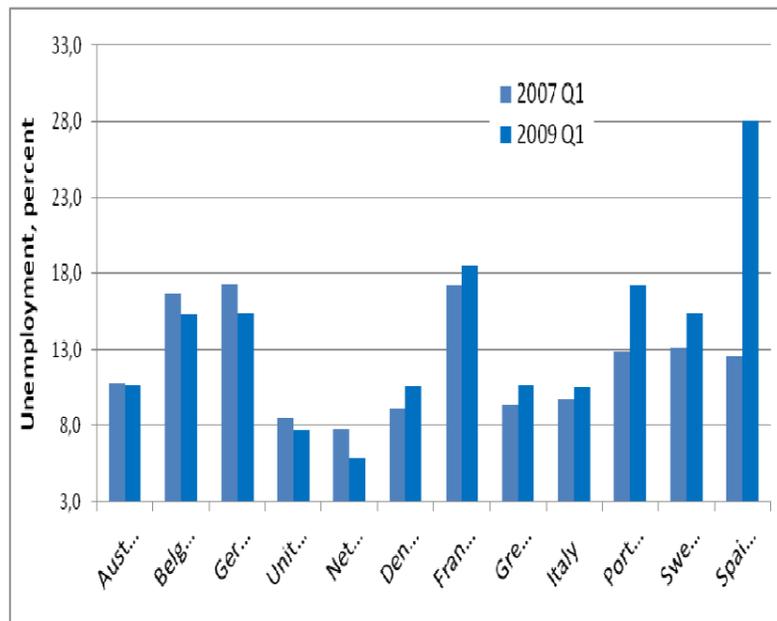


Source: *Inmigracion y Mercado de Trabajo, Informe 2009* cité par Madeleine Simpson (2009)

Les Marocains au chômage ont des difficultés à trouver des emplois dans d'autres secteurs. Quelques uns ont pu trouver un emploi dans l'agriculture. Le nombre de permis de travail accordé a baissé de 17 000 en Juin 2008 à 3450 en Décembre 2008. Les autorisations de regroupement familial sont passées de 37000 en 2007 à 27 000 en 2008.

Nous n'avons pas des chiffres pour les taux de chômage des MRE en Italie et en France. Toutefois les taux de chômage des immigrants dans ces deux pays est également élevé bien qu'inférieur au taux prévalent en Espagne. Le taux de chômage des immigrants dépasse les 18 pourcent en France et les 10 pourcent en Italie (Graphique 3). On s'attend à ce que les taux de chômage des MRE en France et en Italie soient plus élevés que la moyenne des immigrants et ce d'autant plus que les immigrants pris dans leur ensemble incluent les immigrants en provenance des autres pays Européens dont les taux de chômage sont en général plus faible.

**Graphique 3 : Les taux de chômage des étrangers dans certains pays de l'OCDE**



Source: Migration and the Global Recession, Migration Policy Institute 2009 cité par Madeleine Simpson (2009)

En Italie la crise a poussé 10 000 employeurs (5,6 pourcent des demandes) à renoncer aux demandes faites en 2007 d'embauche d'étrangers (OCDE 2009).

On pourra s'attendre aussi à une baisse des nouveaux candidats à l'immigration car la crise pourrait aussi introduire une vision plus réaliste de la réalité en Europe parmi les migrants potentiels et conduire à une baisse de long terme des flux migratoires.

Pour les immigrés illégaux Frontex a perçu un léger recul dans les traversées illégales des frontières européennes en 2009. Le nombre de passage illégal des frontières au premier trimestre 2009 était de 50 pourcent inférieur à celui du quatrième trimestre 2008 et de 16 pourcent inférieur au premier trimestre 2008.

## VI. Maintien Probable du Stock des Migrants Malgré la Crise

Les immigrés déjà dans les pays hôtes semblent adopter une politique de « wait and see ». Ceux qui peuvent se le permettre et qui ont la nationalité du pays d'accueil ou un titre de séjour permanent et qui ont donc l'assurance de pouvoir retourner dans le pays de destination quand ils le



souhaitent risquent de rentrer au Maroc et de faire une tentative de réinstallation. La communauté marocaine en Espagne en 2008 était de 653000 personnes. Uniquement 2700 marocains ont quitté l'Espagne en 2008. Ceux qui n'ont pas de titre de séjour permanent vont tenter de laisser passer la crise en acceptant des emplois plus durs et moins rémunérés et/ou vont essayer de trouver un emploi dans les pays européens les moins affectés par la crise.

Le peu d'intérêt porté par les MRE au programme volontaire de retour adopté par l'Espagne est une indication du faible intérêt des MRE pour un retour au pays et de la résilience des MRE à la crise.

En 2008 l'Espagne a introduit un program de retour volontaire (PRV) en réponse à la récession. Ce program a visé les migrants qui n'étaient pas des citoyens de l'Union européenne qui ont des accords avec l'Espagne. Le PRV s'appliquait au marocains. Pour pouvoir en bénéficier les immigrés doivent être éligibles aux allocations de chômage mais le montant des incitations au départ baisse avec le montant des allocations déjà utilisées. Ce program exclu donc de fait les immigrés en situation irrégulière et ceux qui avaient déjà utilisé leurs allocations de chômage.

Ce programme donne droit à ceux qui sont éligibles à un billet pour retourner au pays, 50 euro par personne pour arriver au port de départ et à 40 pourcent des allocations chômage non utilisées auxquels ils ont droit. En échange les candidats devaient quitter l'Espagne dans un délai de 30 jours après avoir reçu le paiement. Une fois dans le pays d'origine les individus doivent se présenter personnellement à l'ambassade d'Espagne ou au consulat pour remettre les documents qui les lient à l'Espagne (permis de travail et de résidence, numéro de carte d'identité nationale, carte de sécurité sociale, carte de santé etc.). Les services d'emploi espagnol devaient ensuite payer le reliquat des allocations chômage dans un délai de 30 à 90 jours après le retour du migrant. Les migrants étaient interdits de retour en Espagne pendant 3 ans après le départ (Plewa 2009).

Environ 36 000 travailleurs marocains en Espagne étaient éligibles pour ce program mais ce program n'a pas suscité un grand intérêt de la part des immigrés et ce pour plusieurs raisons. Les immigrés ont choisi de rester car malgré la détérioration de la situation de l'emploi ils sont quand même mieux dans le pays d'accueil que dans le pays d'origine grâce à l'accès à plusieurs services comme les soins de santé, la scolarisation gratuite des enfants et les programmes de requalification.

Selon l'enquête réalisée par l'ATIME en Novembre 2008 auprès de quelques 360 marocains qui résident en Espagne, 10 pourcent uniquement ont perçu le program comme intéressant contre 83 pourcent qui l'ont jugé inintéressant. 78 pourcent des enquêtés déclarent ne pas vouloir renoncer à la possibilité de revenir en Espagne pendant trois ans contre ce qui est offert. 8 pourcent sont prêts à accepter cet échange. 11 pourcent voient le bonus de retour comme un dernier recours si leur situation se détériore. 44 pourcent estiment que l'Espagne devrait fournir des incitations économiques plus importantes au retour volontaire et 43 pourcent ont jugé que cela n'était pas



nécessaire. (Plewa 2009). Des enquêtes plus récentes auprès d'un nombre plus important de personnes confirment ce peu d'intérêt pour le programme volontaire de retour.

De plus certains immigrants voient la récession comme temporaire et hésitent à rentrer au Maroc et à renoncer à la possibilité de revenir en Espagne. Les retombées de la crise sur l'économie marocaine et les difficultés qu'ils rencontreront à trouver un emploi rend l'option de retour pour beaucoup difficilement envisageable.

## VII. Impact Probable de la Crise sur La Pauvreté

### a. Impact sur la pauvreté

#### i. Pauvreté dans les pays d'accueil

Les migrants en général sont beaucoup plus exposés au risque de pauvreté dans les pays d'accueil que les natifs. Lelkes (2007) utilise deux définitions du migrant pour évaluer cette pauvreté dans les pays d'accueil. La première inclue ceux qui sont nés dans un pays autre que leur pays de résidence. La deuxième concerne ceux qui ont une autre nationalité que celle du pays où ils résident.

Les migrants en provenance de pays autres que ceux de l'Union européenne ont des taux de pauvreté mesuré au seuil de 60 pourcent du revenu national médian très élevé. En prenant comme définition du migrant le lieu de naissance Lelkes (2007) estime que 1 sur 3 migrant en Espagne est pauvre.

Le taux de pauvreté en Espagne de ceux qui ne sont pas nés en Espagne et qui ne viennent pas d'un pays membre de l'Union européenne se situe entre 36,9 et 38 pourcent avec une probabilité de quatre vingt quinze pourcent. Ce même taux de pauvreté se situe entre 27,2 et 28,5 en France et entre 27,1 et 27,8 en Italie.

Le taux de pauvreté de ceux qui ne possèdent pas la nationalité du pays de résidence fluctue entre 44,5 et 45,9 pour la France, entre 37,6 et 38,7 pour l'Espagne et entre 32,6 et 33,4 en Italie.

La participation au marché du travail, ainsi que le niveau d'instruction et d'autres raisons expliquent la pauvreté des migrants mais Lelkes (2007) trouve que les migrants font face à plus de pauvreté que ce qui peut être expliqué par l'âge l'éducation, la participation au marché du travail, la composition du ménage et la santé.

Jamet (2007) identifie également la faiblesse de l'emploi comme étant la source principale de la pauvreté. Parmi les personnes pauvres 67 pourcent n'avaient pas d'emploi, ce qui ne signifie pas qu'il n'existe pas de pauvres qui ont un emploi. Parmi les immigrants de France sur la base de revenus fiscaux de 2001 elle indique que le taux de pauvreté sur la base d'un seuil à 50 pourcent



du revenu médian était de 18 pourcent pour les ménages immigrés et de 5,1 pourcent pour les ménages non immigrés. Parmi les ménages immigrés les taux de pauvreté les plus élevés concernaient les ménages maghrébins (27,3 pourcent) et les plus faibles les ménages en provenance d'autres pays européens (8,3 pourcent).

#### ii. Pauvreté au Maroc

Bien que le taux de pauvreté ait baissé de manière importante au Maroc ses dernières années le nombre de personnes vulnérables et le taux de vulnérabilité restent importants. Le nombre de pauvres en 2007 est de 2 750 000 personnes dont une grande partie 1 927 000 vit dans le monde rural. Le nombre de personnes vulnérables est de 5 381 000 personnes dont 3 165 000 vivent dans le monde rural.

La crise dans les pays développés peut affecter ses personnes pauvres et vulnérables de deux manières différentes : soit par des pertes d'emploi directes au Maroc suite à la baisse de la demande des biens produits par les entreprises marocaines soit de manière « indirecte » par la perte d'emplois de membres de leur familles résident à l'étranger et contribuant aux ménages sous la forme de transferts.

La crise a ceci de particulièrement risqué qu'elle est globale et peut affecter simultanément les membres des ménages qu'ils soient MRE ou au Maroc.

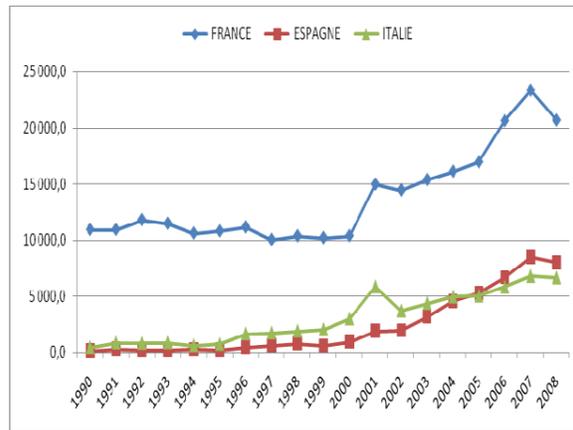
### VIII. Impact de la Crise sur les Transferts

#### a. Impact de la crise sur le montant des transferts

L'évolution des recettes des transferts de MRE en provenance d'Espagne, de France et d'Italie entre 1990 et 2008 indique une progression très rapide des flux de transferts depuis les années 2000. Cette croissance n'a pas connu de baisse très importante au cours de la période à l'exception de l'année 2001 et 2002. Entre 2007 et 2008 il y eu une baisse dans les transferts en provenance des trois pays étudiés mais cette baisse a été plus importante pour les transferts en provenance de France en comparaison avec ceux provenant d'Espagne ou d'Italie (Graphique 4).



**Graphique 4: Evolution des recettes MRE annuelles (En Millions de dirhams)**



Source : Office des Changes

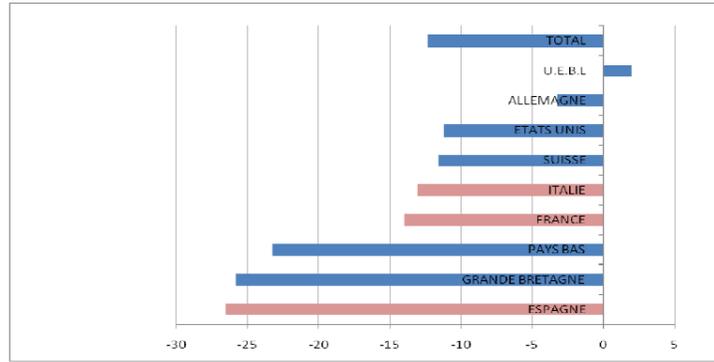
Lorsque l'on compare le premier semestre 2009 avec le premier semestre 2008 on note une baisse de 12,31 pourcent des transferts suite à la crise et à l'accroissement du chômage des MRE. Cette baisse est plus significative dans les principaux pays de provenance des transferts. En 2008 les transferts en provenance de la France représentent 41,53 pourcent du total, ceux en provenance d'Italie 12,02 pourcent et ceux en provenance d'Espagne 11,52 pourcent. La baisse des transferts durant le premier semestre 2009 atteint 26,52 pourcent pour les transferts des MRE d'Espagne, 13,98 pourcent pour les MRE de France et 13,05 pourcent pour les MRE d'Italie (Tableau 6 et Graphique 5).

**Tableau 6 : Taux de variation des transferts: comparaison du 1<sup>er</sup> semestre 2009 et du 1<sup>er</sup> semestre 2008**

PAYS	Part en % par rapport au total 2008	2008-2009
ESPAGNE	11,52	-26,52
GRANDE BRETAGNE	3,13	-25,81
PAYS BAS	3,54	-23,22
FRANCE	41,53	-13,98
ITALIE	12,02	-13,05
SUISSE	1,47	-11,57
ETATS UNIS	6,32	-11,19
ALLEMAGNE	3,55	-3,25
U.E.B.L	5,17	1,97
TOTAL	100,00	-12,31



**Graphique 5 : Taux de variation des transferts: comparaison du 1<sup>er</sup> semestre 2009 et du 1<sup>er</sup> semestre 2008**



L'étude des baisses des transferts durant les deux premiers trimestres de 2009 pris séparément et comparés aux deux premiers trimestres de 2008 indique que la baisse du deuxième trimestre est plus faible que la baisse du premier trimestre, ce qui pourrait laisser penser que s'il est probable que les transferts continuent de baisser ils le feront avec moins de vigueur qu'au début 2009.

La baisse des transferts durant le premier trimestre 2009 par rapport au premier trimestre 2008 a été 15,23 pourcent contre une baisse de 9,6 pourcent durant le deuxième trimestre 2009. Pour les principaux pays d'immigration de MRE les comparaisons des trimestres des deux années montre que la baisse des transferts a baissé de 29,15 à 24 pourcent en Espagne, de 19,49 à 8,8 pourcent en France et de 15,45 à 10,9 pourcent en Italie (Tableau 7).

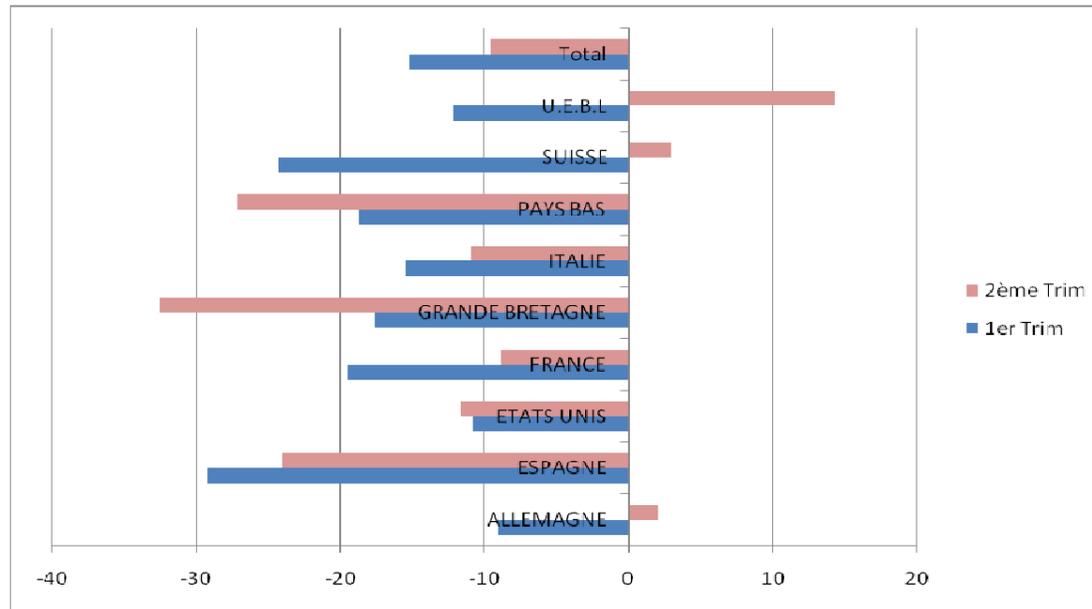
Dans certains pays comme l'Allemagne, la Belgique et la Suisse il y a eu un renversement de tendance les fluctuations des transferts redevenant positives au deuxième trimestre (Tableau 7 et Graphique 7).

**Tableau 7 : Comparaison des taux de variation des deux premiers trimestres 2008 et 2009**

PAYS	1 <sup>er</sup> Trim	2 <sup>ème</sup> Trim
ESPAGNE	-29,15	-24
SUISSE	-24,23	3
FRANCE	-19,49	-8,8
PAYS BAS	-18,67	-27,1
GRANDE BRETAGNE	-17,62	-32,5
ITALIE	-15,45	-10,9
U.E.B.L	-12,15	14,3
ETATS UNIS	-10,88	-11,6
ALLEMAGNE	-9,05	2,1
TOTAL	-15,23	-9,6



**Graphique 6 : Comparaison des taux de variations 2008-2009 des deux premiers trimestres**



### b. Liens avec les autres variables macro économiques

Bien que les transferts soient des transferts individuels motivés par des motifs tels que l'altruisme et ou des motifs d'échange il y a peu de doute que les variables macro économiques dans le pays hôte et dans le pays de destination ont un impact sur les transferts. Donc le nombre d'immigrés, les salaires, la situation économique dans le pays hôte, la situation dans le pays d'origine, les taux de change et le différentiel dans les taux d'intérêts entre le pays d'accueil et le pays d'origine, influencent les transferts.

La littérature économique insiste sur les liens entre récessions économiques dans le pays d'origine et transferts. L'idée est que ces derniers tendent à s'accroître et à servir de soutien aux familles restées dans le pays lorsqu'une crise survient. La crise actuelle rend l'analyse de ce lien plus complexe. En effet comme cela a été montré plus haut la crise actuelle est globale et touche à la fois le pays hôte et pays d'origine et rend les prévisions quand à son impact sur les transferts très difficile.

On a vu plus haut que la mesure de l'adversité la plus évidente en ce temps de crise est le chômage qui touche les immigrés. Des résultats très préliminaires qui analysent la corrélation entre les transferts en provenance d'un pays donné (ici la France, l'Espagne ou l'Italie) et les taux de chômage dans chacun de ses pays indiquent une relation négative entre les deux variables.



Il est intéressant de constater que l'élasticité entre les transferts et le chômage est plus élevée en France qu'en Italie ou en Espagne. En d'autres termes une augmentation du chômage en France conduit à une baisse plus importante des transferts, qu'une augmentation du chômage en Espagne ou en Italie. En fait l'Espagne a l'élasticité la plus faible entre le chômage et les transferts, ceci reste vrai lorsque l'on distingue les taux de chômage des immigrés des taux de chômage de l'ensemble de la population.

L'analyse de la relation entre les taux d'intérêts dans les pays d'accueil et les transferts vers le Maroc semble indiquer également une relation négative entre taux d'intérêts et transferts. Ici encore l'effet est plus faible pour l'Espagne et l'Italie que pour la France. Ceci implique que des chocs affectant les variables macro économiques en France auront des effets plus importants sur les transferts.

Ces liens entre variables macroéconomiques et transferts méritent une analyse plus approfondie et peuvent informer sur les évolutions contrastées des différents pays.

## IX. Réponses du Gouvernement Marocain pour pallier aux conséquences sociales et économiques de la crise pour les MRE.

Le Gouvernement marocain a mis en place un comité de veille stratégique public-privé qui est chargé de suivre les effets potentiels de la crise économique et financière mondiale et d'élaborer des plans de contingence qui pourront être mis en place en fonction des développements constatés. Dans le cadre de cette veille stratégique un comité sectoriel relatif aux MRE a pour mission d'anticiper les répercussions de cette crise sur les MRE. Il a proposé le 2 Juin 2009 un ensemble de mesures répondant aux préoccupations des MRE.

La première consiste à subventionner les investissements des MRE au travers d'un mécanisme d'encouragement qui sera géré par la « Caisse Centrale de Garantie<sup>3</sup> » chargée d'assurer le déblocage de la subvention de l'Etat pour les projets d'investissement retenus. Plusieurs conditions sont prévues pour pouvoir bénéficier du programme. L'investissement dont le montant ne peut être inférieur à un million de DH doit se faire par un apport en fonds propres en devises d'au moins 25 pourcent et être instruit par une banque. Il donne lieu à une subvention de l'Etat de 10 pourcent du projet mais qui est plafonnée à cinq million de DH et un crédit bancaire pouvant aller jusqu'à 65 pourcent.

---

<sup>3</sup> La caisse centrale de garantie est une institution publique à caractère financier, assimilée à un établissement de crédit. Elle contribue à donner une impulsion à l'initiative privée en encourageant la création, le développement et la modernisation des entreprises. La CCG appuie également le développement social à travers notamment la garantie des prêts à l'habitat social



La deuxième mesure est l'extension de la garantie « Damane Assakane » qui facilite l'accès aux crédits immobiliers aux MRE. Dans son schéma original la garantie ne pouvait s'appliquer qu'aux logements qui se situaient dans la Wilaya ou la province ou le bénéficiaire exerce son activité ce qui excluait de fait les MRE.

La troisième mesure consiste à réduire les coûts des transferts. De ce fait les banques marocaines ont institué la gratuité des transferts jusqu'au 31 Décembre 2009. La gratuité concerne les commissions des transferts prélevées par les banques marocaines et, le cas échéant, par leurs réseaux à l'étranger lorsque les transferts sont initiés à partir de ce réseau. Les banques marocaines doivent également appliquer les niveaux de commissions bancaires les plus bas aux opérations de change des MRE et intensifier les actions d'extension du réseau des banques marocaines à l'étranger et de la bancarisation des MRE.

Les conventions liant les banques marocaines aux Institutions des Transferts Financiers (Western Union, Money Gram,...) seront renégociées sur la base de la suppression de la clause d'exclusivité. L'objectif est de réduire les commissions appliquées par ces organismes aux transferts des fonds vers le Maroc. La commission de change appliquée à l'ensemble des transactions avec l'extérieur va à partir du 1er juin 2009 baisser de 50 % ce qui va la réduire de 2 %0 à 1 %0 et la part de l'Etat sera totalement supprimée dans un horizon de deux ans.

D'autres mesures à caractère social ont également été prises.

Il y a d'abord la mise en place de cellules de veille stratégique au niveau des missions diplomatiques et postes consulaires pour suivre l'évolution de la situation économique et sociale des pays d'accueil et mieux appréhender la situation de la communauté marocaine dans ce contexte de crise, en particulier les conséquences de la crise sur les catégories les plus vulnérables.

Ensuite on note une intensification de l'action diplomatique pour le règlement des problèmes engendrés par la perte d'emploi et du droit au séjour et le renforcement des services sociaux auprès des Ambassades et des Consulats pour une meilleure prise en charge des répercussions sociales de la crise sur les MRE et la réduction de 95% des droits de chancellerie.

A l'intérieur du Maroc on a mis en place dans les principales Administrations des guichets uniques dédiés aux MRE et le Ministère Délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Communauté Marocaine Résidant à l'Etranger a ouvert les maisons des MRE de Nador et Beni Mellal pour accompagner les MRE à l'intérieur du Maroc.



## X. Réponses des Philippines à l'Impact de la Crise sur les Migrants

Les Philippines ont une longue expérience de gestion de la migration. Roque (2009) a distingué deux types d'interventions pour protéger les migrants Philippins face à la crise : des actions d'urgence ayant été prises dès le début de la crise et des actions à plus long terme visant à réduire la sensibilité des migrants aux crises.

*Parmi les réponses rapides* les interventions d'urgence ont consisté dans le rapatriement de certains travailleurs, l'assistance juridique pour protéger les droits des travailleurs, des activités de conseil, des dotations pour la formation et pour le transport et la nourriture, des évaluations de la formation acquise et des certifications et la facilitation de l'emploi.

*Parmi les réponses à plus long terme* on trouve la prospection de nouvelles destinations dans lesquelles les droits des travailleurs sont optimaux et où un emploi rémunérateur est possible. Dans le même temps les Philippines utilisent les accords internationaux et le dialogue international pour promouvoir l'emploi des Philippins. Par exemple les Philippines sont en cours de négociation d'un accord de migration avec l'Union Européenne. Il y également un renforcement de la loi et la réglementation pour empêcher les recrutements illégaux.

D'après Roque (2009) il est nécessaire d'être prêt à faire face à l'impact des crises économiques sur la migration. La coopération internationale est ici très importante car il est difficile de répondre aux besoins des migrants déplacés. En effet les coûts administratifs et financiers sont élevés et ne peuvent pas être couverts facilement par le pays d'origine ou le pays d'accueil.

Un domaine de coopération possible est le partage d'informations relatives aux marchés du travail, la réduction des coûts de transaction des transferts, la migration circulaire et le brain-gain.

Ricardo Casco (2009) a présenté le modèle de gouvernance de la migration au Philippines comme un modèle ayant permis une réponse rapide à la crise. Les actions entreprises par les Philippines sont énumérées selon les étapes dans le processus migratoire.

Avant l'emploi les mesures comprennent la facilitation de l'emploi, la réglementation de l'embauche, l'orientation des travailleurs et l'obligation de standards minimum.

Au moment de l'emploi à l'étranger les mesures comprennent des aides, des centres de ressources pour les travailleurs à l'étranger, l'assistance juridique, le monitoring de l'emploi et l'aide au retour dans certaines situations.

Dans le cas de migration de retour les mesures incluent le conseil pour la réintégration, la formation, des interventions psychosociales, l'assistance à la création d'entreprise et à la subsistance, l'assistance au réemploi, l'information sur le marché de l'emploi et l'investissement.



Les éléments du système Philippin qui permettent d'anticiper la crise sont le système de suivi des migrants qui ont perdu leur emploi, les plans de contingence, le fond destiné à l'aide sociale, la responsabilité conjointe et solidaire des employeurs étrangers et de l'agent Philippin, le programme de réintégration, le coût de rapatriement mis à la charge de l'employeur et de l'agent.

Des efforts régionaux et bilatéraux de promotion de l'emploi sont entrepris. Ils comportent les négociations bilatérales et les accords économiques de coopération, le rôle des recruteurs, des rencontres des employeurs et des attachés. Le soutien pour promouvoir les opportunités d'emploi à l'étranger, le service de changement d'emploi ou de remplacement par les attachés.

Finalement des services sont fournis aux migrants dans le pays d'origine. Le bureau inter-agence d'aide aux migrants, le service d'emploi public, la formation et la requalification, le programme de réintégration, le conseil juridique, la formation en entrepreneuriat, les prêts et le fond de subsistance.



## XI. Conclusion et Recommandations

Comme mentionné par Kuptsch (2009) « les travailleurs migrants ont contribué à la création de richesse et au développement à la fois dans les pays de destination et d'origine ». Les pays d'origine et les pays d'accueil doivent donc coopérer de manière à protéger les travailleurs migrants. Pour Kuptsch (2009) le moyen le plus efficace est ici de s'assurer que les droits de l'homme, les normes internationales du travail et les conventions concernant le travail des migrants sont respectées.

Cette crise met en lumière le fait que beaucoup de MRE vivent dans des conditions précaires et sont fortement vulnérables aux chocs économiques. Elle montre également les difficultés d'une réinsertion dans le tissu économique du pays d'origine.

Le suivi des conséquences sociales et économiques de la crise sur la communauté marocaine à l'étranger requière une coordination importante entre divers intervenants. Les actions entreprises sont diverses et variées et semblent répondre au moins à une partie des problèmes soulevés par la crise.

L'élaboration de politiques plus ciblées va demander une connaissance plus pointue des conditions de travail et de vie des MRE et une coopération plus poussée entre les pays d'accueil et les pays d'origine.

Les actions à entreprendre pourraient s'inspirer du modèle de gouvernance de la migration les Philippines qui semble permettre une réaction rapide à la crise. Parmi ces actions il ya lieu de citer l'assistance juridique, un système de suivi des migrants ayant perdu leur emploi, l'aide sociale, la formation et la certification des diplômes.



## Références

- Joaquín Arango (2009) The Impacts of The Crisis on Migration Receiving Countries: The Case of Spain Paper presented at the International Conference 12 and 13 October 2009 Impact of Crises on Migration, Rabat, Morocco
- Awad Ibrahim (2009) The global economic crisis and migrant workers: Impact and Response, International Labor Office, Geneva, International Migration Program
- Albani Mauro et Guarneri Antonella, Drawing Foreign Resident Population In Italy According To A “Local Labour Market Areas” Approach, Researchers At The National Institute Of Statistics (Istat) – Italy.
- Alberto Capote Et Dominique Jolivet. 2009. Projet Hispano-Marocain : Etude Sur Les Réseaux Sociaux De La Population Marocaine En Andalousie (Espagne)
- Barakat Nizar (2009) Morocco Facing The Global Economic Crisis For Faster Growth And More Widely Shared Prosperity, Minister Of Economic And General Affairs
- Bassarsky Lina. 2009. The Use Of Social Capital By Descendants And Non-Descendants Of Moroccan Migrants In Spain, International Population Conference – Marrakech, 27 September – 2 October 2009
- Bonizzoni Paola & Alina Cibeá (2009) Family migration policies in Italy, International Center for Migration Policy Développement
- Belén Fernández Suárez (2009) Migration Of Moroccans And Ecuadorians Towards Spain: How Migration Policies Shape Migratory Patterns? International Migration Sociology Team (Equipo De Sociología De Las Migraciones Internacionales, Esomi) University Of Coruña
- Berriane Mohamed (2009) Les Dynamiques De L’émigration Marocaine Et Leurs Effets Sur Les Régions D’origine, Transatlantic Dialogues On Migration And Development Issues Mexico-US And Morocco-Eu Experiences Zacatecas, Mexico March 16th-20th, 2009
- Bourchachen Jamal (2000) Apports Des Transferts Des Résidents A L’étranger A La Réduction De La Pauvreté : Cas Du Maroc, Statistique, Développement Et Droits De L’Homme Montreux
- Bonizzoni Paola & Alina Cibeá (2009) Family migration policies in Italy, International Center for Migration Policy Développement
- Casco Ricardo (2009) Regional & Local Dimensions of the Philippine Response to the Impact of the Global Crisis on Labor Migration, International Organization for Migration, MRF Manila ,



Paper presented at the International Conference 12 and 13 October 2009 Impact of Crises on Migration, Rabat, Morocco

Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger (2009) Etude BVA Auprès de La Population Marocaine Résidant En Europe

Chaabita Rachid. Mars (2007) Les Transferts De Fonds Des Résidents Marocains En Europe : Impacts Et Déterminants, Nations Unies Commission Economique Pour L'Afrique

Demetrios G. Papademetriou and Aaron Terrazas. (2009) Immigrants and the Current Economic Crisis: Research Evidence, Policy Challenges, And Implications, Migration Policy Institute

Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty (2009) Migration And The Financial Crisis: How Will The Economic Downturn Affect Migrants? Briefing No. 17 February University of Sussex

El Ftouh Abdesselam (2008) Return Migration In Maghreb Countries. Metropolis Conference; Bonn

European Commission, 2009, Economic Forecast, Spring 2009.

Fassi Fihri Mohamed, Tineke Fokkema Et Hein De Haas (2009) Return Migration Intentions of Moroccan Residents In Europe

Fix Michael, Demetrios G Papademetriou, Jeanne Batalova, Aaron Tenazas, Serena Yi-Lin and Michelle Mittelstadt (2009) Migration and the Global Recession, A report commissioned by the BBC World Service, Migration Policy Institute

Han Nicolaas (2009) Migration of Moroccans to The Netherlands And Their Socio-Economic Position In The Netherlands, Statistics Netherlands

Haut Commissariat Au Plan (2008) Les Marocains Résidants A L'étranger Analyse Des Résultats de L'enquête De 2005 sur L'insertion Socio-économique dans Les Pays D'accueil

Hein De Haas Et Roald Plug. 2006. Cherishing The Goose With The Golden Eggs: Trends In Migrant Remittances From Europe To Morocco 1970–2004, 2006 By The Center For Migration Studies Of New York.

Hein De Haas, Tineke Fokkema Et Fassi Fihri Mohamed. Transnational Pendulum and Return Migration Strategies of Moroccan Migrants: Investments, Intra-Household Tensions and Conflicts

Hein De Haas. 2005. Morocco's Migration Transition: Trends, Determinants and Future Scenarios, Global Migration Perspectives No. 28 April 2005

Hein De Haas. 2006. Migration, Remittances And Regional Development in Southern Morocco, GEOFORUM, [www.Elsevier.Com/Locate/Geoforum](http://www.Elsevier.Com/Locate/Geoforum).



Hein De Haas. 2006. North African Migration Systems: Evolution, Transformations and Development Linkages, Segundo Migración Y Desarrollo

Hein De Haas. 2007. Between Courting And Controlling: The Moroccan State And 'Its' Emigrants, Centre On Migration, Policy And Society Working Paper No. 54, University Of Oxford, 2007

Hein De Haas. 2007. Morocco's Migration Experience: A Transitional Perspective<sup>1</sup>, 2007 The Author Journal Compilation © 2007 IOM International Migration Vol. 45 (4) 2007

Hein De Haas. 2007. The Impact of International Migration On Social And Economic Development In Moroccan Sending Regions: A Review Of The Empirical Literature, International Immigration Institute James Martin 21<sup>st</sup> Century School University Of Oxford.

Hein De Haas. April 2005. Morocco's Migration Transition: Trends, Determinants And Future Scenarios, Global Commission On International Migration, <http://Www.Gcim.Org>.

Hein De Haas. Octobre 2007. Le Mythe De L'invasion Migration Irrégulière D'Afrique De L'ouest Au Maghreb Et En Union Européenne, Travail De Recherche De L'IMI

Herm Anne (2009) Demographic Pattern of International Immigration In The European Union, IUSSP 26th International Population Conference

Institut Royal Des Etudes Stratégiques (2009) Le Maroc Face à la Crise Financière et Economique Mondiale Enjeux Et Orientations De Politiques Publiques.

IOM Policy Brief - January 2009. The Impact of the Global Financial Crisis

Jamet S (2007) "Combatting Poverty and Social Exclusion in France" OECD Economics Department Working Papers N° 569 OECD publishing

Jonker And Others. 6 July 2009 . The Impact Of The Global Economic Crisis On Migration In Europe, Parliamentary Assembly, <http://Assembly.Coe.Int>

Khachani Mohamed. 2008. La Migration Circulaire : Cas Du Maroc, CARIM Notes D'analyse Et De Synthèse 2008/07, CARIM Euro-Mediterranean Consortium For Applied Research On International Migration

Koser Khalid. July 2009. The Global Financial Crisis and International Migration: Policy Implications For Australia, The Lowy Institute For International Policy

Kris Vancluyseni, Maarten Van Craeni & Johan Ackaertii. 2009. Transnational Activities and Social-Cultural Integration Of Moroccan And Turkish Descendants In Belgium, Xxvi International Population Conference, Marrakech (Morocco),

Kuptsch Christiane (2009) Stratégies et politiques engendrées par la crise: le point de vue du BIT, présentation au Colloque International Crises et Migration, Rabat 12 et 13 Octobre 2009, Maroc



Lorenzo Cassata, Fabrizio Martire Et Donatella Zindato (2009) The Italian Way To Integration: Using Census Data For Measuring Integration Of Population With Foreign Background

Luis Miotti, El Mouhoub Mouhoud Et Joel Oudinet (2008) Migrations Et Déterminants Des Transferts De Fonds Vers Les Pays Du Sud De La Méditerranée : Quand L'histoire Compte ! Les Enseignements De Deux Nouvelles Enquêtes, Fourth Annual Conference OECD/CEPII «International Migration: Trends And Challenges » 23-24octobre 2008

Mohamed Berriane et Mohamed Aderghal (2008) Etat De La Recherche Sur Les Migrations Internationales A Partir, Vers Et A Travers Le Maroc, Equipe De Recherche Sur La Région Et La Régionalisation (E3r) Faculté Des Lettres Et Des Sciences Humaines – Rabat Université Mohammed V – Agdal, Maroc

Núria Empez, Mercedes Jiménez And Francesco Vacchiano (2009) "Transnationalism of Ostracism: Moroccan Migrant Minors And Procedures Of Illegalization", Transnational Communities, Social Networks And International Migration

Observatoire de La Communauté Marocaine Résidant à L'étranger (2007) Marocains de L'extérieur, Fondation Hassan II Pour Les Marocains Résidant A L'étranger

Observatoire De La Communauté Marocaine Résidant A L'étranger (2008) Marocains Résidant A L'étranger L'utilisation Des Transferts Résultats d'enquête Observatoire De La Communauté Marocaine Résidant A L'étranger. 2008. Observatoire De La Communauté Marocaine Résidant A L'étranger 2008

Observatoire De La Communauté Marocaine Résidant A L'étranger (2008) Marocains Résidant A L'étranger Précarité Et Droits Humains Actes Du Séminaire Organisé Par La Fondation Hassan Ii Pour Les Marocains Résidant A L'étranger Les 21 Et 22 Juin 2007 A Rabat

OECD (2006) International Migrant Remittances and Their Role In Development, International Migration Outlook: Sopemi 2006 Edition

OECD, 2009, International Migration Outlook: SOPEMI 2009, Special Focus: Managing Labour Migration Beyond the Crisis, Paris: OECD

Orsolya Lelkes (2007) Poverty among migrants in Europe, European Centre, Policy Brief

Perrin- Haynes Jacqueline (2009) L'activité des immigrés en 2007, cellule statistique et études sur l'immigration INSEE

Piotr Plewa. (2009) The 2008/2009 Financial Crisis: Spain's Voluntary Return Program: Early Mechanisms and Early Responses, Department Of Political Science And International Relations, University Of Delaware, USA

Royaume Du Maroc Office Des Changes Guide Des Marocains Résidant A L'étranger En Matière De Change



Roque Marianito D. (2009) The Impact of the Global Crisis on Countries of Origin: The Philippine Context, paper presented at the conference in Rabat Morocco, Labor and Employment Secretary, Republic of the Philippines, Paper presented at the International Conference 12 and 13 October 2009 Impact of Crises on Migration, Rabat, Morocco

Sadiqi Fatima (2007) Intentions Causes, And Consequences Of Moroccan Migration, CARIM Euro-Mediterranean Consortium For Applied Research On International Migration

Schramm Christophe (2006) Migration From Egypt, Morocco, And Tunisia Synthesis Of Three Case Studies, World Bank, Washington, DC. Background paper

Stephen Castles Et Simona Vezzoli. 2009. The Global Economic Crisis And Migration: Temporary Interruption Or Structural Change? Paradigmes. / Issue No. 2 / Juin 2009

Teto Abelkader, Transferts Et Niveau De Vie : De La Solidarité Sociale Et La Consolidation Des Liens A L'allégement De La Pauvreté, Haut Commissariat Au Plan.

Teto Abelkader. Juillet 2001. Contribution Des Transferts A La Solidarité Sociale Et Familiale A La Consolidation Des Filets De Sécurités Et De Protection Contre La Pauvreté : Cas Du Maroc, ERF Povert Workshop 31 Juillet - 01 Août 2001 Sana'a Yémen

Vidal-Coso, Elena et Miret-Gamundi, (2009) Labour Trajectories Of Immigrant Women In Spain: Towards A Social Upward Mobility? 26<sup>th</sup> IUSSP International Population Conference Marrakech (Morocco), 27 September-2 October 2009

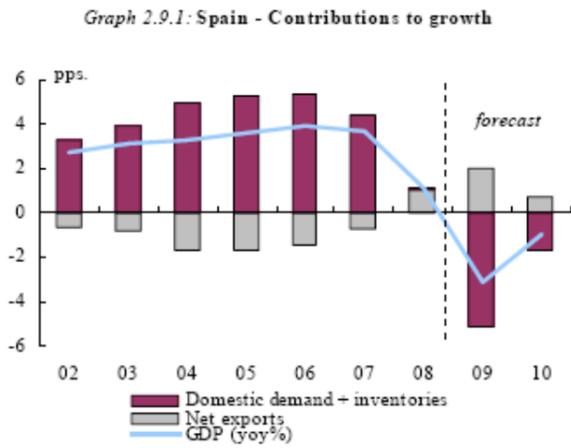
World Bank, 2009, Shaping the Future: A Long-Term Perspective of People and Job Mobility for the Middle East and North Africa, Washington DC: The World Bank.

Zurcher G (2009) The impact of the crisis on receiving countries, International Center for Migration Policy Development , Paper presented at the International Conference 12 and 13 October 2009 Impact of Crises on Migration, Rabat, Morocco



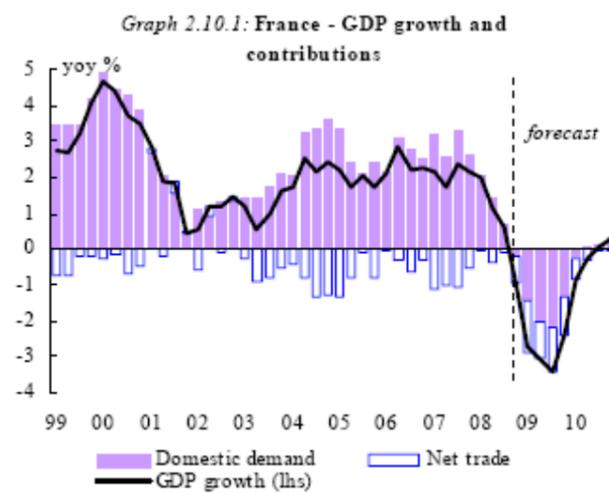
## Annexe 1. Impact de la crise économique mondiale sur la France, l'Espagne et l'Italie et prévisions pour 2009 et 2010

### Graphique 1.1 : Spain – Contributions to growth



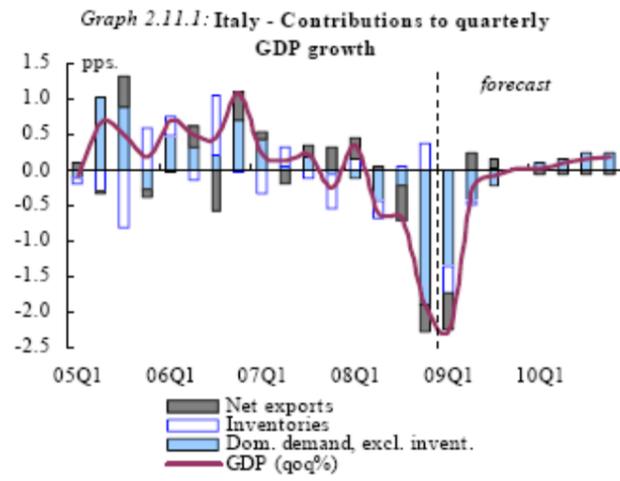
Source: European Commission, 2009

### Graphique 1.2 : France – GDP growth and contribution



Source: European Commission, 2009

### Graphique 1.3 : Italy – Contribution to quarterly GDP growth



Source: European Commission, 2009

### Tableau 1.1 : Main features of country forecast - SPAIN

Table 2.9.1:

#### Main features of country forecast - SPAIN

	2007		Annual percentage change							
	bn Euro	Curr. prices	% GDP	92-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010
GDP at previous year prices	1050.6	100.0	100.0	2.9	3.6	3.9	3.7	1.2	-3.2	-1.0
Private consumption	602.4	57.3	57.3	2.8	4.2	3.9	3.5	0.1	-3.1	-1.1
Public consumption	192.0	18.3	18.3	3.5	5.5	4.6	4.9	5.3	5.1	4.7
Gross fixed capital formation	325.8	31.0	31.0	3.8	7.0	7.1	5.3	-3.0	-14.7	-8.0
of which : equipment	81.5	7.8	7.8	3.9	9.2	10.2	10.0	-1.1	-23.3	-9.6
Exports (goods and services)	278.3	26.6	26.6	8.1	2.5	6.7	4.9	0.7	-10.2	0.1
Imports (goods and services)	349.5	33.3	33.3	8.3	7.7	10.3	6.2	-2.5	-14.5	-2.4
GNI at previous year prices (GDP deflator)	1025.1	97.6	97.6	2.9	3.5	3.6	2.9	0.9	-3.4	-1.0
Contribution to GDP growth :										
Domestic demand				3.2	5.4	5.2	4.5	0.1	-5.1	-1.6
Stockbuilding				0.0	-0.1	0.2	-0.1	0.0	0.0	0.0
Foreign balance				-0.3	-1.7	-1.5	-0.8	1.0	2.0	0.7
Employment				2.0	3.2	3.2	2.9	-0.6	-5.3	-2.7
Unemployment rate (a)				14.4	9.2	8.5	8.3	11.3	17.3	20.5
Compensation of employees/f.t.e.				4.0	3.7	3.9	3.7	5.2	3.4	2.7
Unit labour costs whole economy				3.1	3.3	3.2	2.9	3.4	1.1	0.9
Real unit labour costs				-0.8	-0.9	-0.8	-0.3	0.4	0.0	-0.9
Savings rate of households (b)				-	-	11.2	10.2	13.0	16.6	18.5
GDP deflator				3.9	4.3	4.0	3.2	3.0	1.1	1.8
Harmonised index of consumer prices				-	3.4	3.6	2.8	4.1	-0.1	1.4
Terms of trade of goods				0.3	0.8	0.4	0.1	-0.7	2.5	-0.6
Trade balance (c)				-4.3	-7.5	-8.5	-8.5	-7.7	-5.3	-4.8
Current account balance (c)				-2.5	-7.5	-9.0	-10.1	-9.5	-6.9	-6.3
Net lending(+) or borrowing(-) vis-à-vis ROW (c)				-1.6	-6.5	-8.4	-9.7	-9.1	-5.8	-5.1
General government balance (c)				-3.0	1.0	2.0	2.2	-3.8	-6.6	-9.8
Cyclically-adjusted budget balance (c)				-2.5	1.1	1.8	1.8	-4.2	-7.5	-8.2
Structural budget balance (c)				-	1.1	1.8	1.6	-3.9	-6.8	-8.2
General government gross debt (c)				57.3	43.0	39.6	36.2	39.5	50.8	62.3

(a) Eurostat definition. (b) gross savings divided by gross disposable income. (c) as a percentage of GDP.

Source: European Commission, 2009

### Tableau 1.2 : Main features of country forecast - France



Table 2.10.1:

Main features of country forecast - FRANCE

	2007			Annual percentage change						
	bn Euro	Curr. prices	% GDP	92-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010
GDP at previous year prices	1892.2		100.0	1.9	1.9	2.2	2.2	0.7	-3.0	-0.2
Private consumption	1072.0	56.7		2.0	2.6	2.3	2.4	1.4	0.2	0.3
Public consumption	438.0	23.1		1.6	1.2	1.3	1.4	1.7	1.8	1.1
Gross fixed capital formation	406.3	21.5		1.9	4.4	4.7	4.9	0.6	-6.9	-2.6
of which : equipment	113.4	6.0		3.2	3.2	2.8	5.8	-0.6	-11.4	-4.4
Exports (goods and services)	501.9	26.5		5.4	3.1	5.4	3.1	1.2	-11.7	-1.0
Imports (goods and services)	539.3	28.4		5.2	5.9	6.1	5.6	2.2	-6.9	0.0
GNI at previous year prices (GDP deflator)	1902.1		100.6	2.0	1.7	2.2	2.0	0.7	-3.0	-0.2
Contribution to GDP growth :										
Domestic demand				1.8	2.6	2.6	2.7	1.3	-0.8	-0.1
Stockbuilding				0.0	0.0	-0.1	0.2	-0.3	-1.2	0.2
Foreign balance				0.1	-0.7	-0.2	-0.7	-0.3	-1.0	-0.2
Employment				0.6	0.6	0.8	1.7	0.6	-2.2	-1.2
Unemployment rate (a)				10.2	9.2	9.2	8.3	7.8	9.6	10.7
Compensation of employees/f.t.e.				2.6	3.1	3.4	2.6	2.8	1.3	1.5
Unit labour costs whole economy				1.2	1.8	2.0	2.1	2.7	2.0	0.4
Real unit labour costs				-0.3	-0.3	-0.5	-0.4	0.3	0.6	-0.7
Savings rate of households (b)				-	-	14.9	15.6	15.4	16.1	18.5
GDP deflator				1.5	2.0	2.5	2.5	2.4	1.4	1.2
Harmonised index of consumer prices				1.8	1.9	1.9	1.6	3.2	0.2	0.9
Terms of trade of goods				0.1	-1.3	-0.5	0.2	-2.7	3.0	-0.3
Trade balance (c)				0.6	-1.3	-1.5	-2.0	-2.9	-3.1	-3.4
Current account balance (c)				1.0	-1.8	-2.1	-2.8	-3.8	-4.3	-4.6
Net lending(+) or borrowing(-) vis-à-vis ROW (c)				1.0	-1.8	-2.0	-2.8	-3.8	-4.4	-4.7
General government balance (c)				-3.5	-2.9	-2.3	-2.7	-3.4	-6.6	-7.0
Cyclically-adjusted budget balance (c)				-3.2	-3.5	-3.1	-3.8	-4.2	-6.5	-5.5
Structural budget balance (c)				-	-4.1	-3.4	-3.9	-4.3	-6.5	-5.5
General government gross debt (c)				55.9	66.4	63.7	63.8	68.0	79.7	86.0

(a) Eurostat definition. (b) gross saving divided by gross disposable income. (c) as a percentage of GDP.

Source: European Commission, 2009.



**Tableau 1.3: Main features of country forecast - Italy**

Table 2.11.1:

**Main features of country forecast - ITALY**

	2007		Annual percentage change							
	bn Euro	Curr. prices	% GDP	92-04	2005	2006	2007	2008	2009	2010
GDP at previous year prices		1544.9	100.0	1.4	0.7	2.0	1.6	-1.0	-4.4	0.1
Private consumption		907.6	58.7	1.3	1.2	1.3	1.2	-0.9	-1.7	0.2
Public consumption		304.4	19.7	0.8	1.9	0.5	1.0	0.6	0.7	0.6
Gross fixed capital formation		327.7	21.2	1.5	0.8	2.9	2.0	-3.0	-12.3	-0.6
of which : equipment		145.8	9.4	2.0	1.7	5.1	3.0	-4.6	-17.8	0.3
Exports (goods and services)		448.2	29.0	4.6	1.1	6.2	4.6	-3.7	-15.6	0.1
Imports (goods and services)		451.8	29.2	3.9	2.1	5.9	3.8	-4.5	-12.8	0.2
GNI at previous year prices (GDP deflator)		1535.2	99.4	1.5	0.9	2.2	1.1	-1.9	-4.5	0.1
Contribution to GDP growth :										
Domestic demand				1.2	1.2	1.5	1.3	-1.0	-3.4	0.2
Stockbuilding				0.0	-0.3	0.5	0.0	-0.3	-0.2	0.0
Foreign balance				0.2	-0.2	0.1	0.2	0.3	-0.7	0.0
Employment				0.2	0.2	1.5	1.0	-0.1	-3.3	-0.6
Unemployment rate (a)				10.0	7.7	8.8	8.1	6.8	8.8	9.4
Compensation of employees/f.t.e.				3.4	3.2	2.7	2.2	3.3	2.1	1.5
Unit labour costs whole economy				2.2	2.7	2.2	1.5	4.2	3.3	0.8
Real unit labour costs				-1.0	0.6	0.3	-0.8	1.4	1.3	-0.8
Savings rate of households (b)				-	-	14.8	14.2	14.7	15.1	15.1
GDP deflator				3.3	2.1	1.8	2.4	2.8	1.9	1.5
Harmonised index of consumer prices				3.2	2.2	2.2	2.0	3.5	0.8	1.8
Terms of trade of goods				0.0	-2.3	-3.4	1.5	-2.6	7.5	-0.4
Trade balance (c)				2.0	0.0	-0.7	0.2	0.0	0.9	0.8
Current account balance (c)				0.7	-1.2	-2.0	-1.8	-3.0	-2.6	-2.7
Net lending(+) or borrowing(-) vis-à-vis ROW (c)				0.8	-1.1	-1.9	-1.6	-2.9	-2.4	-2.4
General government balance (c)				-4.8	-4.3	-3.3	-1.5	-2.7	-4.5	-4.8
Cyclically-adjusted budget balance (c)				-4.6	-4.6	-4.3	-2.8	-3.2	-2.6	-2.7
Structural budget balance (c)				-	-5.2	-3.9	-2.9	-3.4	-2.6	-2.8
General government gross debt (c)				112.6	105.8	108.6	103.5	105.8	113.0	116.1

(a) Eurostat definition. (b) gross saving divided by gross disposable income. (c) as a percentage of GDP.

Source: European Commission, 2009.



## Annexe 2. Emploi et chômage au Maroc

### Activités et Chômage

**Tableau 2.1 : Activité des citoyens âgés de 15 ans et plus**

Année	2007				2008		2009
	III	IV	I	II	III	IV	I
Population active (en 10 <sup>3</sup> )	5 697	5 728	5 884	5 884	5 864	5 886	5 935
Taux d'activité	44,4	44,3	45,2	45,0	44,5	44,4	44,5
- Hommes	71,0	71,1	72,0	71,7	71,1	72,0	71,0
- Femmes	19,1	18,9	19,8	19,6	19,4	18,3	19,0

Source : Direction de la Statistique-HCP.

**Tableau 2.2 : Taux d'activité des citoyens selon le groupe d'âge**

Année	2007				2008		2009
	III	IV	I	II	III	IV	I
15 - 24 ans	30,1	30,3	31,6	29,7	30,4	29,9	28,9
25 - 34 ans	59,8	59,4	60,8	59,7	60,0	59,9	60,6
35 - 44 ans	57,8	57,0	58,4	58,0	58,3	56,9	57,4
45 ans et plus	36,3	0,0	37,6	38,5	36,2	37,2	37,4

Source : Direction de la Statistique-HCP.

**Tableau 2.3 : Taux d'activité des citoyens selon le diplôme**

Année	2007				2008		2009
	III	IV	I	II	III	IV	I
Sans diplôme	39,5	38,8	41,0	40,4	39,3	39,5	39,3
Diplôme moyen	43,3	43,4	43,4	42,9	43,7	43,2	43,2
Diplôme supérieur	65,5	66,0	66,8	68,5	66,7	65,9	68,0

Source : Direction de la Statistique-HCP.

**Tableau 2.4 : Chômage urbain selon le sexe**

Année	2007				2008		2009
	III	IV	I	II	III	IV	I
Population en chômage (en 10 <sup>3</sup> )	906	850	862	823	911	862	838
Taux de chômage	15,9	14,8	14,7	14,0	15,5	14,6	14,1
- Hommes	14,4	13,2	13,1	12,4	13,7	13,2	12,6
- Femmes	21,2	20,6	20,0	19,6	22,0	19,8	19,6

Source : Direction de la Statistique-HCP.

**Tableau 2.5 : Taux de chômage urbain selon le groupe d'âge**

Année	2007				2008		2009
	III	IV	I	II	III	IV	
Trimestre							
15 – 24 ans	32,2	33,6	30,3	30,0	33,5	33,5	32,0
25 – 34 ans	22,5	19,9	20,1	19,9	21,8	21,8	18,9
35 – 44 ans	9,0	7,6	8,1	7,0	7,9	7,9	7,4
45 ans et plus	3,0	2,6	3,6	3,3	2,8	2,8	3,5

Source : Direction de la Statistique-HCP.

**Tableau 2.6 : Taux de chômage urbain selon le diplôme**

Année	2007				2008		2009
	III	IV	I	II	III	IV	
Trimestre							
Sans diplôme	9,5	7,8	8,3	8,4	8,9	7,9	8,3
Diplôme moyen	21,4	20,5	19,9	19,5	21,3	21,4	19,2
Diplôme supérieur	21,2	20,2	20,9	18,1	20,7	18,2	18,1

Source : Direction de la Statistique-HCP.

## Emploi

**Tableau 2.7 : Emploi urbain (actifs occupés âgés de 15 ans et plus selon le groupe d'âge)**

Année	2007		2008				2009
	III	IV	I	II	III	IV	
Trimestre							
Actifs occupés (en 10 <sup>3</sup> )	4 791	4 878	5 022	5 062	4 954	5 024	5 098
- Taux de féminisation	20,7	20,4	21,1	20,9	20,6	19,9	20,7
15 – 34 ans	43,7	43,7	43,4	43,1	43,3	43,5	43,5
35 – 59 ans	52,4	52,7	52,8	53,1	52,9	53,2	52,9
60 ans et plus	3,9	3,6	3,9	3,8	3,8	3,3	3,6

Source : Direction de la Statistique-HCP.

**Tableau 2.8 : Emploi urbain selon les secteurs d'activité**

Année	2007				2008		2009
	III	IV	I	II	III	IV	
Trimestre							
Administration publique	15,1	15,9	13,7	14,7	14,5	15,4	14,
Entreprises publ, et semi- publiques	1,7	1,6	1,8	2,2	2,0	1,7	1,4
Secteur privé	83,2	82,5	84,5	83,1	83,5	82,9	84,4
Total	100,0	100	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Direction de la Statistique-HCP.

**Tableau 2.9: Emploi urbain selon la situation dans l'emploi**

Année	2007				2008		2009
	III	IV	I	II	III	IV	I
Salariés	67,7	66,0	64,4	66,1	65,1	66,1	64,8
Indépendants, employeurs	24,5	26,5	27,7	27,0	28,1	26,8	27,5
Aides familiales, apprentis	5,6	5,4	5,5	4,8	5,0	5,0	5,1
Autres situations	2,2	2,1	2,4	2,1	1,8	2,1	2,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Direction de la Statistique-HCP.

**Tableau 2.10: Emploi urbain selon la branche d'activité économique**

Année	2007				2008		2009
	III	IV	I	II	III	IV	I
Agriculture, forêts et pêche	4,4	5,7	5,9	5,7	4,3	5,9	6,0
Industrie et artisanat	21,3	20,2	21,5	20,3	20,7	21,2	21,6
BTP	10,4	10,7	11,6	11,6	11,1	10,9	11,6
Commerce	21,0	20,0	20,5	20,3	20,2	18,7	19,5
Transport et communication	6,4	6,3	6,2	7,3	6,9	6,9	6,7
Autres services	36,3	36,8	34,1	34,6	36,5	36,1	34,5
Non déclarés	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Direction de la Statistique-HCP.



### Annexe 3. Caractéristiques sociodémographiques et socio-économiques des marocains résidents en France

**Tableau 3.1: Répartition (pourcent) de l'ensemble des Marocains résidant en France à enquêtés selon le sexe**

Pourcentage des individus Marocains résidant en	Masculin	Féminin	Total	Effectif
France	52,4	47,6	100	5294
Total	54,6	45,4	100	10948

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 3.2: Structures (pourcent) familiales des ménages des migrants enquêtés en France**

Structure familiale	Pourcentage de la structure familiale	Total
CM Seul	8.3	13.9
CM+Conjoint	8.2	8.3
CM+Enfants	2.7	2.4
CM+Conjoint+Enfants	76.9	67.4
Autre	3.9	7.9
Total	100.0	100.0
Effectif	1238	2832

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 3.3 : Les chefs de ménage migrant en France par niveau d'instruction**

Pourcentage des chefs de ménage migrant en	Sans niveau	Précolaire	Primaire	Second. 1c.	Second. 2c.	Supérieur	Total	Effectif
France	19,5%	5,7%	16,0%	16,2%	20,2%	22,5%	100,0%	1238
Total	17,7%	5,5%	18,5%	18,8%	20,6%	18,9%	100,0%	2832

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 3.4 : Les chefs de ménage en France ayant suivi des études par degré qualification**

Pourcentage des chefs de ménage en	Sans Qualification	Ouvrier spécialisé	Ouvrier qualifié	Technicien	Cadre	Autre	Total	Effectif
France	30,1%	15,5%	31,2%	7,7%	12,8%	2,6%	100,0%	1022
Total	36,9%	16,8%	28,8%	6,8%	8,5%	2,3%	100,0%	2500

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



**Tableau 3.5: Répartition (en pourcent) des chefs de ménage migrants selon l'ancienneté migratoire en France**

Ancienneté migratoire	Pourcentage des chefs de ménage migrants en France	Total
Moins de 5 ans	3,9	6,8
5-9 ans	8,9	18,2
10-14 ans	7	11,2
15-24 ans	20,3	27
25 ans et +	59,8	36,7
Total	100	100
Effectif	1219	2804

Source : HCP-CERED, « l'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 3.6: Répartition (en pourcent) des chefs de ménage migrants selon la période migratoire en France**

Périodes migratoires	Pourcentage des chefs de ménage migrants en France	Total
Avant 1960	1	0,4
1960-1969	11,1	7,7
1970-1979	43,9	25,9
1980-1989	19,7	21,3
1990-1999	17,6	32,9
2000 et après	6,7	11,8
Total	100	100
Effectif	1219	2804

Source : HCP-CERED, « l'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 3.7 : Répartition (en pourcent) de l'ensemble des migrants marocains résidant à l'étranger ayant acquis la nationalité Française**

Groupe d'âges	Pourcentage des individus MRE ayant acquis la nationalité Française	Total MRE enquêtés
Total des ayants la nationalité	3222	5522
Total des résidants	5294	10948
en Pourcent	60,86	50,44

Source : HCP-CERED, « l'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 3.8. Répartition des MRE en France chefs de ménage (en %) selon l'obtention ou pas de la nationalité étrangère**

Pourcentage des MRE chefs de ménage résidant en	Obtention de la nationalité étrangère (en pourcent)		Effectif
	Oui	Non	
France	44.2	55.8	1237
Total	36.2	63.8	2831

Source : HCP-CERED, « l'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



**Tableau 3.9. Part de différents types d'emplois dans l'emploi total, selon le lieu de naissance (15-64 ans), 2007 France**

Travailleur indépendant		Temporaire		Permanent		Temps partiel		Plein-temps	
Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger	Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger	Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger	Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger	Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger
8.1	10.8	14.7	15.2	85.3	84.8	16.6	19.5	83.4	80.5

Source : PERSPECTIVES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES : SOPEMI 2009 – ISBN 978-92-64-06369-3 – © OCDE 2009

**Tableau 3.10 : Taux d'emploi et taux de chômage trimestriels (15-64 ans) par lieu de naissance en France, 2007-2008**

Trimestre	Nés dans le pays de résidence								Nés à l'étranger							
	2007				2008				2007				2008			
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
Taux d'emploi	64,6	65,4	66,1	65,8	65,6	65,9	66,4	65,8	57,6	58,5	58	58,5	59,6	60,5	60,2	59,5
Taux de chômage	7,9	7	7,1	6,9	6,8	6,4	6,6	7,3	15	13,5	13,8	12,8	12,3	11,2	11,5	12,1

Source : PERSPECTIVES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES : SOPEMI 2009 – ISBN 978-92-64-06369-3 – © OCDE 2009

**Tableau 3.11 : Taux d'activité et taux de chômage des natifs, immigrants et MRE par sexe en France**

	Sexe	
	H	F
<b>Taux d'activité de la population âgée de 15 à 64 ans</b>		
Natifs	75.1	63.3
Immigrants	76.6	48.6
MRE	68.2	38.6
<b>Taux de chômage de la population âgée de 15 à 64 ans</b>		
Natifs	7.1	10.7
Immigrants	17.1	23.9
MRE	8.7	18.6

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



**Tableau 3.12 : Répartition sectorielle des travailleurs nés à l'étranger (15-64 ans) en France, 2007**

Secteur	travailleurs nés à l'étranger (15-64 ans)
Agriculture et pêche	1.1
Mines	..
Industrie manufacturière non durable – produits alimentaires	2.3
Industrie manufacturière non durable – autres produits	3.8
Industrie manufacturière de produits durables	7.6
Électricité, gaz et eau	0.3
Construction	10.1
Commerce de gros	12.1
Hôtels et restaurants	6.9
Transports	6.3
Intermédiation financière	2.2
Immobilier, locations, activités d'affaires	14.6
Immobilier et locations	1.9
Informatique, recherche et développement, autres activités de services aux entreprises	7.3
Services de sécurité et nettoyage industriel	5.4
Administration publique et organisations extra-territoriales	7.0
Éducation	5.5
Santé et action sociale	11.2
Autres services collectifs	4.1
Services aux ménages	4.8
Total	100

Source : PERSPECTIVES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES : SOPEMI 2009 – ISBN 978-92-64-06369-3 – © OCDE 2009

**Tableau 3.13: Secteur d'activité des MRE en 2005 (en pourcent) : France**

Secteur d'activité	Pourcentage du secteur	Total
Agriculture, forêt et pêche	6,7	8,1
Mines et énergie	1,4	0,7
Industrie de transformation (y compris l'artisanat)	23,2	23,2
Bâtiment et travaux publics	17	19,6
Secteur secondaire	41,7	43,5
Commerce	13,4	13,7
Transports et communication	8,4	6,6
Hébergement et Restauration	5	5,5
Autre Services	24,6	22,2
Secteur Tertiaire	51,5	48
Activités mal désignées	0,1	0,4
Total	100	100

Source: Marocains Résidant à l'Etranger L'utilisation des Transferts Résultats d'enquête 2008 Observatoire de la Communauté Marocaine Résidant à l'Etranger 2008 page 65



**Tableau 3.14 : Indice de sensibilité au cycle économique France**

Secteur	Indice de sensibilité au cycle économique
A Agriculture et pêche	1.4
B Mines	3.6
C Industrie manufacturière non durable – produits alimentaires	1.3
D Industrie manufacturière non durable – autres produits	1.8
E Industrie manufacturière de produits durables	2.6
F Électricité, gaz et eau	2.0
G Construction	3.4
H Commerce, entretien et réparation d'automobiles et de motos	2.1
I Commerce de gros et act. intermédiaires du commerce de gros n.c.a.	1.9
J Commerce de détail sauf véhicules automobiles	1.4
K Hôtels et restaurants	1.6
L Transports et communication	1.5
M Intermédiation financière	1.8
N Immobilier et locations	3.0
O Informatique, R-D, autres activités de services aux entreprises	3.4
P Administration publique et organisations extra-territoriales	1.0
Q Éducation	1.4
R Santé et action sociale	1.4
S Autres services collectifs et services aux ménages	2.8

Source : PERSPECTIVES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES : SOPEMI 2009 – ISBN 978-92-64-06369-3 – © OCDE 2009

**Tableau 3.15: Couverture sociale (%) : France**

	MRE	Famille MRE
France	99,5	92,3
Ensemble	98,4	83,5

Source: Marocains Résidant à l'Étranger L'utilisation des Transferts Résultats d'enquête 2008 Observatoire de la Communauté Marocaine Résidant à l'Étranger 2008 page 73

**Tableau 3.16: MRE et leurs familles ayant une assurance maladie/accident : France**

Pays d'immigration	MRE à l'étranger	Famille à l'étranger	MRE au Maroc	Famille Au Maroc
France	98,4	95,1	4,6	5,9
Ensemble	97,8	91,9	5	6,2

Source: Marocains Résidant à l'Étranger L'utilisation des Transferts Résultats d'enquête 2008 Observatoire de la Communauté Marocaine Résidant à l'Étranger 2008 page 74

**Tableau 3.17: Part du revenu annuel transférée au Maroc (en espèces et en nature) (Pourcentage MRE en France)**

Part du revenu transférée	Pourcentage des MRE France	Total (%)
Rien	0,6	0,3
Moins du quart	60,8	57,6
Un quart à un tiers	22,4	23,5
Plus qu'un tiers à un demi	11,7	12,5
Plus qu'un demi	4,4	6,1
Total	48,2	100



**Tableau 3.18: Pourcentage de MRE (ménages) investissant ou ayant des projets d'investissement, au Maroc ou dans les pays d'accueil, résidant en France**

Pourcentage des MRE résidents en	Pourcentage de MRE ayant réalisé des investissements au		Pourcentage de MRE ayant des projets d'investissements au	
	Maroc	Pays d'accueil	Maroc	Pays d'accueil
France	50,8	27,9	53,9	53,2
Total	44,1	27,3	60,3	43,0

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 3.19 : Structure (en %) des investissements réalisés par les MRE aux pays d'accueil selon le secteur en France.**

Pourcentage des investissements réalisés par les MRE en	Immobilier	Industrie	Commerce	Tourisme	Agriculture	Autre	Total
France	71,5	2,4	14,1	1,3	0,8	9,9	100,0
Total	72,4	1,9	13,8	2,1	0,4	9,4	100,0

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 3.20: Structure (en pourcent) des investissements réalisés par les MRE en France, au Maroc selon le secteur.**

Pourcentage des investissements réalisés par les MRE en	Immobilier	Industrie	Commerce	Tourisme	Agriculture	Autre	Total
France	89,4	0,9	3,9	0,6	3,9	1,3	100,0
Total	86,9	0,9	5,2	0,8	4,1	2,0	100,0

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 3.21: Répartition (part) et taux des intentions de la migration de retour, en pourcent, des chefs de ménage, de leurs conjoints et des enfants, garçons et filles, cas France**

	Indicateur	Chef de ménage	Conjoint	Garçons	Filles
En France	Taux en %	53,2	49,1	29,8	30,9
	Part en %	40,7	45,1	42,7	43,7
En Total	Taux en %	57,2	52,8	34,7	35,6
	Part en %	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 3.22: Répartition (pourcent) des chefs de ménage MRE en France, tentés par la migration de retour, selon la raison.**

Raison de retour	Famille au Maroc	Non satisfait à l'étranger	Projet au Maroc	Autre	Total
Pourcentage des chefs de ménage MRE en France	44,4	10,7	25,2	19,7	100
Pourcentage des chefs de ménage MRE en Total	41,2	14,7	27,0	17,2	100

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



**Tableau 3.23: Répartition (%) des chefs de ménage, MRE en France, non tentés par la migration de retour, selon la raison.**

	A cause des enfants	Avenir assuré en pays d'accueil	Niveau de vie meilleur	Plus d'avantages sociaux	Projet en pays d'accueil	Autre	Total
<b>Pourcentage des chefs de ménage, MRE résident en France,</b>	32,5	25,6	23,0	9,6	2,1	7,2	100
<b>En Total</b>	24,2	34,3	23,4	8,4	2,0	7,7	100

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 3.24: Répartition des MRE en France chefs de ménage (en pourcent) selon le sentiment d'appartenance**

Sentiment d'appartenance	Pourcentage des MRE CM en France	Total (%)
Maroc	73.0	76.5
Pays d'accueil	3.9	3.9
les deux	22.6	19.2
Autre	0.6	0.4
Effectif	100.0	100.0
Total	1235	2829

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 3.25: Répartition (en pourcent) des MRE chefs de ménage en France selon le refus du travail à des marocains par les employeurs du pays d'accueil**

Dans votre pays d'immigration, est ce qu'il y a des employeurs qui refusent du travail à des marocains?	Pourcentage des MRE Chefs de ménage en France	Total (%)
Oui	66.9	69.4
Non	21.6	20.4
NSP	11.5	10.2
Total	100.0	100.0
Effectif	1231	2823

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



## Annexe 4. Caractéristiques sociodémographiques et socio-économiques des marocains résidents en Espagne

**Tableau 4.1: Répartition (en pourcent) de l'ensemble des Marocains résidant en Espagne à enquêtés selon le sexe**

Pourcentage des individus Marocains résidant en	Masculin	Féminin	Total	Effectif
Espagne	58,8	41,2	100	1997
Total	54,6	45,4	100	10948

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 4.2: Structures (en pourcent) familiales des ménages des migrants enquêtés en Espagne**

Structure familiale	Pourcentage de la structure familiale	Total
CM Seul	18.4	13.9
CM+Conjoint	9.3	8.3
CM+Enfants	1.4	2.4
CM+Conjoint+Enfants	56.7	67.4
Autre	14.1	7.9
Total	100.0	100.0
Effectif	418	2832

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 4.3: Les chefs de ménage migrant en Espagne par niveau d'instruction**

Pourcentage des chefs de ménage migrant en	Sans niveau	Préscolaire	Primaire	Second. 1c.	Second. 2c.	Supérieur	Total	Effectif
Espagne	20,3%	7,2%	20,9%	20,9%	20,1%	10,7%	100,0%	637
Total	17,7%	5,5%	18,5%	18,8%	20,6%	18,9%	100,0%	2832

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 4.4: Les chefs de ménage en Espagne ayant suivi des études par degré qualification**

Pourcentage des chefs de ménage en	Sans qualification	Ouvrier spécialisé	Ouvrier qualifié	Technicien	Cadre	Autre	Total	Effectif
Espagne	49,0%	16,9%	26,5%	4,3%	1,9%	1,4%	100,0%	627
Total	36,9%	16,8%	28,8%	6,8%	8,5%	2,3%	100,0%	2500

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



**Tableau 4.5: Répartition (en pourcent) des chefs de ménage migrants selon l'ancienneté migratoire en Espagne**

Ancienneté migratoire	Pourcentage des chefs de ménage migrants en Espagne	Total
Moins de 5 ans	14,4	6,8
5-9 ans	37,8	18,2
10-14 ans	17,7	11,2
15-24 ans	25,7	27
25 ans et +	4,2	36,7
Total	100	100
Effectif	637	2804

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 4.6: Répartition (en pourcent) des chefs de ménage migrants selon la période migratoire en Espagne**

Périodes migratoires	Pourcentage des chefs de ménage migrants en Espagne	Total
Avant 1960	0,0	0,4
1960-1969	0,2	7,7
1970-1979	3,3	25,9
1980-1989	16,2	21,3
1990-1999	55,3	32,9
2000 et après	25	11,8
Total	100	100
Effectif	637	2804

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 4.7: Répartition (en pourcent) de l'ensemble des migrants marocains résidant à l'étranger ayant acquis la nationalité Espagnole**

Groupe d'âges	Pourcentage des individus MRE ayant acquis la nationalité Espagnole	Total MRE enquêtés
Total des ayants la nationalité	400	5522
Total des résidants	1997	10948
en %	20,03	50,44

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 4.8 : Répartition des MRE en Espagne chefs de ménage (en pourcent) selon l'obtention ou pas de la nationalité étrangère**

Pourcentage des MRE chefs de ménage résidant en	Obtention de la nationalité étrangère (en Pourcent)		Effectif
	Oui	Non	
Espagne	11.5	88.5	637
Total	36.2	63.8	2831

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



**Tableau 4.9 : Part de différents types d'emplois dans l'emploi total, selon le lieu de naissance (15-64 ans), 2007 Espagne**

Travailleur indépendant		Temporaire		Permanent		Temps partiel		Plein-temps	
Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger	Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger	Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger	Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger	Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger
16.0	11.7	26.8	47.5	73.2	52.5	11.5	13.7	88.5	86.3

Source : PERSPECTIVES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES : SOPEMI 2009 – ISBN 978-92-64-06369-3 – © OCDE 2009

**Tableau 4.10 : Taux d'emploi et taux de chômage trimestriels (15-64 ans) par lieu de naissance en Espagne, 2007-2008**

Trimestre	Nés dans le pays de résidence								Nés à l'étranger							
	2007				2008				2007				2008			
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
Taux d'emploi	64,3	65,1	65,2	64,9	64,5	64,5	64,2	62,7	69,4	69,8	70	68,8	68	67	66	63,6
Taux de chômage	7,8	7,3	7,4	8	8,7	9,3	10,2	12,5	12,1	11,4	11,3	11,9	14,1	15,7	16,7	20,3

Source : PERSPECTIVES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES : SOPEMI 2009 – ISBN 978-92-64-06369-3 – © OCDE 2009

**Tableau 4.11: Taux d'activité et taux de chômage des natifs, immigrants et MRE par sexe en Espagne**

	Sexe	
	H	F
<b>Taux d'activité de la population âgée de 15 à 64 ans</b>		
Natifs	77.3	50.9
Immigrants	85.4	59.1
MRE	91.1	32.1
<b>Taux de chômage de la population âgée de 15 à 64 ans</b>		
Natifs	9.3	19.8
Immigrants	12.9	17.2
MRE	3.1	18.6

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



**Tableau 4.12 : Répartition sectorielle des travailleurs nés à l'étranger (15-64 ans) en Espagne, 2007**

Secteur	travailleurs nés à l'étranger (15-64 ans)
Agriculture et pêche	4.5
Mines	0.2
Industrie manufacturière non durable – produits alimentaires	2.4
Industrie manufacturière non durable – autres produits	3.7
Industrie manufacturière de produits durables	5.1
Électricité, gaz et eau	0.1
Construction	21.0
Commerce de gros	13.0
Hôtels et restaurants	14.7
Transports	4.5
Intermédiation financière	1.0
Immobilier, locations, activités d'affaires	7.7
Immobilier et locations	1.1
Informatique, recherche et développement, autres activités de services aux entreprises	3.0
Services de sécurité et nettoyage industriel	3.6
Administration publique et organisations extra-territoriales	1.2
Éducation	2.0
Santé et action sociale	4.1
Autres services collectifs	2.7
Services aux ménages	12.2
Total	100

Source : PERSPECTIVES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES : SOPEMI 2009 – ISBN 978-92-64-06369-3 – © OCDE 2009

**Tableau 4.13: Secteur d'activité des MRE en 2005 (pourcent) : Espagne**

Secteur d'activité	Pourcentage du secteur	Total
Agriculture, forêt et pêche	19,7	8,1
Mines et énergie	0,2	0,7
Industrie de transformation (y compris l'artisanat)	17,1	23,2
Bâtiment et travaux publics	35,6	19,6
Secteur secondaire	53	43,5
Commerce	11,4	13,7
Transports et communication	1,4	6,6
Hébergement et Restauration	4,5	5,5
Autre Services	10	22,2
Secteur Tertiaire	27,3	48
Activités mal désignées	-	0,4
Total	100	100

Source: Marocains Résidant à l'Etranger L'utilisation des Transferts Résultats d'enquête 2008 Observatoire de la Communauté Marocaine Résidant à l'Etranger 2008 page 65



**Tableau 4.14 : Indice de sensibilité au cycle économique Espagne**

Secteur	Indice de sensibilité au cycle économique
A Agriculture et pêche	2.7
B Mines	4.1
C Industrie manufacturière non durable – produits alimentaires	2.6
D Industrie manufacturière non durable – autres produits	4.7
E Industrie manufacturière de produits durables	4.9
F Électricité, gaz et eau	3.6
G Construction	9.1
H Commerce, entretien et réparation d'automobiles et de motos	5.6
I Commerce de gros et act. intermédiaires du commerce de gros n.c.a.	5.6
J Commerce de détail sauf véhicules automobiles	2.9
K Hôtels et restaurants	3.1
L Transports et communication	1.6
M Intermédiation financière	3.0
N Immobilier et locations	8.5
O Informatique, R-D, autres activités de services aux entreprises	5.5
P Administration publique et organisations extra-territoriales	3.4
Q Éducation	1.8
R Santé et action sociale	3.2
S Autres services collectifs et services aux ménages	3.8

Source : PERSPECTIVES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES : SOPEMI 2009 – ISBN 978-92-64-06369-3 – © OCDE 2009

**Tableau 4.15: Couverture sociale (pourcent) : Espagne**

	MRE	Famille MRE
Espagne	96	61,6
Ensemble	98,4	83,5

Source : Marocains Résidant à l'Etranger L'utilisation des Transferts Résultats d'enquête 2008 Observatoire de la Communauté Marocaine Résidant à l'Etranger 2008 page 73

**Tableau 4.16: MRE et leurs familles ayant une assurance maladie/accident : Espagne**

Pays d'immigration	MRE à l'étranger	Famille à l'étranger	MRE au Maroc	Famille Au Maroc
Espagne	97,1	83,9	4,2	6,8
Ensemble	97,8	91,9	5	6,2

Source : Marocains Résidant à l'Etranger L'utilisation des Transferts Résultats d'enquête 2008 Observatoire de la Communauté Marocaine Résidant à l'Etranger 2008 page 74

**Tableau 4.17: Part du revenu annuel transférée au Maroc (en espèces et en nature) (Pourcentage MRE en Espagne)**

Part du revenu transférée	Pourcentage des MRE Espagne	Total (%)
Rien	-	0,3
Moins du quart	53,2	57,6
Un quart à un tiers	21	23,5
Plus qu'un tiers à un demi	14,9	12,5
Plus qu'un demi	10,9	6,1
Total	20,4	100

Source : Marocains Résidant à l'Etranger L'utilisation des Transferts Résultats d'enquête 2008 Observatoire de la Communauté Marocaine Résidant à l'Etranger 2008 page 84



**Tableau 4.18: Pourcentage de MRE (ménages) investissant ou ayant des projets d'investissement, au Maroc ou dans les pays d'accueil, en résidant en Espagne**

Pourcentage des MRE résidents en	Pourcentage de MRE ayant réalisé des investissements au		Pourcentage de MRE ayant des projets d'investissements au	
	Maroc	Pays d'accueil	Maroc	Pays d'accueil
Espagne	30,6	25,0	71,3	28,0
Total	44,1	27,3	60,3	43,0

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 4.19: structure (en pourcent) des investissements réalisés par les MRE aux pays d'accueil selon le secteur en Espagne.**

Pourcentage des investissements réalisés par les MRE en	Immobilier	Industrie	Commerce	Tourisme	Agriculture	Autre	Total
Espagne	72,4	1,7	15,5	2,9	0,0	7,5	100,0
Total	72,4	1,9	13,8	2,1	0,4	9,4	100,0

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 4.20: structure (en pourcent) des investissements réalisés par les MRE en Espagne, au Maroc selon le secteur.**

Pourcentage des investissements réalisés par les MRE en	Immobilier	Industrie	Commerce	Tourisme	Agriculture	Autre	Total
Espagne	81,0	1,9	8,3	0,9	4,6	3,2	100,0
Total	86,9	0,9	5,2	0,8	4,1	2,0	100,0

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 4.21: répartition (part) et taux des intentions de la migration de retour, en pourcent, des chefs de ménage, de leurs conjoints et des enfants, garçons et filles, cas Espagne**

	Indicateur	Chef de ménage	Conjoint	Garçons	Filles
En Espagne	Taux en %	61,5	57,5	45,0	42,4
	Part en %	24,2	18,5	20,3	19,0
En Total	Taux en %	57,2	52,8	34,7	35,6
	Part en %	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 4.22: répartition (pourcent) des chefs de ménage MRE en Espagne, tentés par la migration de retour, selon la raison.**

Raison de retour	Famille au Maroc	Non satisfait à l'étranger	Projet au Maroc	Autre	Total
Pourcentage des chefs de ménage MRE en Espagne	43,2	18,8	26,2	11,8	100
Pourcentage des chefs de ménage MRE en Total	41,2	14,7	27,0	17,2	100

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



**Tableau 4.23: répartition (pourcent) des chefs de ménage, MRE en Espagne, non tentés par la migration de retour, selon la raison.**

Raison de retour	A cause des enfants	Avenir assuré en pays d'accueil	Niveau de vie meilleur	Plus d'avantages Sociaux	Projet en pays d'accueil	Autre	Total
Pourcentage des chefs de ménage, MRE en Espagne,	9,1	52,3	22,4	5,0	2,5	8,7	100
En Total	24,2	34,3	23,4	8,4	2,0	7,7	100

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 4.24. Répartition des MRE en Espagne chefs de ménage (en pourcent) selon le sentiment d'appartenance**

Sentiment d'appartenance	Pourcentage des MRE CM en Espagne	Total (%)
Maroc	81.5	76.5
Pays d'accueil	3.3	3.9
les deux	15.1	19.2
Autre	0.2	0.4
Effectif	100.0	100.0
Total	637	2829

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 4.25. Répartition (en pourcent) des MRE chefs de ménage en Espagne selon le refus du travail à des marocains par les employeurs du pays d'accueil**

Dans votre pays d'immigration, est ce qu'il y a des employeurs qui refusent du travail à des marocains?	Pourcentage des MRE Chefs de ménage en Espagne	Total (%)
Oui	74.1	69.4
Non	18.7	20.4
NSP	7.2	10.2
Total	100.0	100.0
Effectif	1231	637

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



## Annexe 5. Caractéristiques sociodémographiques et socio-économiques des marocains résidents en Italie

**Tableau 5.1: Répartition (pourcent) de l'ensemble des Marocains résidant en Italie enquêtés selon le sexe**

Pourcentage des individus Marocains résidant en	Masculin	Féminin	Total	Effectif
Italie	58,5	41,5	100	1408
Total	54,6	45,4	100	10948

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 5.2: Structures (pourcent) familiales des ménages des migrants enquêtés en Italie**

Structure familiale	Pourcentage de la structure familiale	Total
CM Seul	18,4	13,9
CM+Conjoint	9,3	8,3
CM+Enfants	1,4	2,4
CM+Conjoint+Enfants	56,7	67,4
Autre	14,1	7,9
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Effectif</b>	<b>418</b>	<b>2832</b>

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 5.3: Les chefs de ménage migrant en Italie par niveau d'instruction**

Pourcentage des chefs de ménage migrant en	Sans niveau	Précolaire	Primaire	Second. 1c.	Second. 2c.	Supérieur	Total	Effectif
Italie	12,9%	1,4%	24,6%	23,0%	23,9%	14,1%	100,0%	418
Total	17,7%	5,5%	18,5%	18,8%	20,6%	18,9%	100,0%	2832

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 5.4: Les chefs de ménage en Italie ayant suivi des études par degré qualification**

Pourcentage des chefs de ménage en	Sans qualification	Ouvrier spécialisé	Ouvrier qualifié	Technicien	Cadre	Autre	Total	Effectif
Italie	43,6%	18,2%	29,6%	4,4%	1,5%	2,7%	100,0%	406
Total	36,9%	16,8%	28,8%	6,8%	8,5%	2,3%	100,0%	2500

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



**Tableau 5.5: Répartition (en pourcent) des chefs de ménage migrants selon l'ancienneté migratoire en Italie**

Ancienneté migratoire	Pourcentage des chefs de ménage migrants en Italie	Total migrants en Italie
Moins de 5 ans	7,7	6,8
5-9 ans	24,5	18,2
10-14 ans	15,6	11,2
15-24 ans	47,1	27
25 ans et +	5	36,7
Total	100	100
Effectif	416	2804

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 5.6: Répartition (en pourcent) des chefs de ménage migrants selon la période migratoire en Italie**

Périodes migratoires	Pourcentage des chefs de ménage migrants en Italie	Total
Avant 1960	0,2	0,4
1960-1969	0,0	7,7
1970-1979	3,4	25,9
1980-1989	29,3	21,3
1990-1999	53,6	32,9
2000 et après	13,5	11,8
Total	100	100
Effectif	416	2804

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 5.7: Répartition (en pourcent) de l'ensemble des migrants marocains résidant à l'étranger ayant acquis la nationalité Italienne**

Groupe d'âges	Pourcentage des individus MRE ayant acquis la nationalité Italienne	Total MRE enquêtés
Total des ayants la nationalité	164	5522
Total des résidants	1408	10948
en %	11,65	50,44

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 5.8 : Répartition des MRE en Italie chefs de ménage (en pourcent) selon l'obtention ou pas de la nationalité étrangère**

Pourcentage des MRE chefs de ménage résidant en	Obtention de la nationalité étrangère (en Pourcent)		Effectif
	Oui	Non	
Italie	10.5	89.5	418
Total	36.2	63.8	2831

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



**Tableau 5.9 : Part de différents types d'emplois dans l'emploi total, selon le lieu de naissance (15-64 ans), 2007 Italie**

Travailleur indépendant		Temporaire		Permanent		Temps partiel		Plein-temps	
Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger	Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger	Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger	Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger	Nés dans le pays de résidence	Nés à l'étranger
23.6	17.5	13.1	14.7	86.9	85.3	13.0	17.6	87.0	82.4

Source : PERSPECTIVES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES : SOPEMI 2009 – ISBN 978-92-64-06369-3 – © OCDE 2009

**Tableau 5.10 : Taux d'emploi et taux de chômage trimestriels (15-64 ans) par lieu de naissance en Italie, 2007-2008**

Trimestre	Nés dans le pays de résidence								Nés à l'étranger							
	2007				2008				2007				2008			
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
Taux D'emploi	57,4	58,3	58,4	58,1	..	58,7	58,2	57,7	63,9	66,1	67,2	66,4	..	64,3	66,6	65,5
Taux De chômage	6,2	5,6	5,6	6,5	..	6,6	6	6,9	8,8	7,4	6,6	8,8	..	8,7	7,3	8,9

Source : PERSPECTIVES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES : SOPEMI 2009 – ISBN 978-92-64-06369-3 – © OCDE 2009

**Tableau 5.11: Taux d'activité et taux de chômage des natifs, immigrants et MRE par sexe en Italie**

	Sexe	
	H	F
<b>Taux d'activité de la population âgée de 15 à 64 ans</b>		
Natifs	73.6	46.6
Immigrants	87.7	50.7
MRE	90.2	30.1
<b>Taux de chômage de la population âgée de 15 à 64 ans</b>		
Natifs	8.0	13.9
Immigrants	7.4	21.3
MRE	2.1	9.8

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



**Tableau 5.12 : Répartition sectorielle des travailleurs nés à l'étranger (15-64 ans) en Italie, 2007**

Secteur	travailleurs nés à l'étranger (15-64 ans)
Agriculture et pêche	3.4
Mines	..
Industrie manufacturière non durable – produits alimentaires	1.9
Industrie manufacturière non durable – autres produits	7.3
Industrie manufacturière de produits durables	13.4
Electricité, gaz et eau	..
Construction	14.8
Commerce de gros	10.8
Hôtels et restaurants	8.1
Transports	4.6
Intermédiation financière	0.7
Immobilier, locations, activités d'affaires	9.1
Immobilier et locations	0.7
Informatique, recherche et développement, autres activités de services aux entreprises	4.8
Services de sécurité et nettoyage industriel	3.6
Administration publique et organisations extraterritoriales	1.5
Education	2.3
Santé et action sociale	4.9
Autres services collectifs	5.6
Services aux ménages	11.4
Total	100

Source : PERSPECTIVES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES : SOPEMI 2009 – ISBN 978-92-64-06369-3 – © OCDE 2009

**Tableau 5.13 : Secteur d'activité des MRE en 2005 (pourcent) : Italie**

Secteur d'activité	Pourcentage du secteur	Total
Agriculture, forêt et pêche	2,7	8,1
Mines et énergie	-	0,7
Industrie de transformation (y compris l'artisanat)	42,1	23,2
Bâtiment et travaux publics	19,2	19,6
Secteur secondaire	61,3	43,5
Commerce	12,3	13,7
Transports et communication	6,9	6,6
Hébergement et Restauration	5,5	5,5
Autre Services	11	22,2
Secteur Tertiaire	35,7	48
Activités mal désignées	0,3	0,4
Total	100	100

Source: Marocains Résidant à l'Etranger L'utilisation des Transferts Résultats d'enquête 2008 Observatoire de la Communauté Marocaine Résidant à l'Etranger 2008 page 65



**Tableau 5.14 : Indice de sensibilité au cycle économique Italie**

Secteur	Indice de sensibilité au cycle économique
A Agriculture et pêche	2.0
B Mines	4.5
C Industrie manufacturière non durable – produits alimentaires	2.6
D Industrie manufacturière non durable – autres produits	2.2
E Industrie manufacturière de produits durables	2.5
F Électricité, gaz et eau	2.0
G Construction	3.1
H Commerce, entretien et réparation d'automobiles et de motos	2.7
I Commerce de gros et act. intermédiaires du commerce de gros n.c.a.	3.3
J Commerce de détail sauf véhicules automobiles	2.2
K Hôtels et restaurants	3.0
L Transports et communication	2.1
M Intermédiation financière	2.1
N Immobilier et locations	5.4
O Informatique, R-D, autres activités de services aux entreprises	5.0
P Administration publique et organisations extra-territoriales	2.2
Q Éducation	1.8
R Santé et action sociale	1.3
S Autres services collectifs et services aux ménages	4.0

Source : PERSPECTIVES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES : SOPEMI 2009 – ISBN 978-92-64-06369-3 – © OCDE 2009

**Tableau 5.15: Couverture sociale (pourcent) : Italie**

	MRE	Famille MRE
Italie	96,7	68,1
Ensemble	98,4	83,5

Source: Marocains Résidant à l'Étranger L'utilisation des Transferts Résultats d'enquête 2008 Observatoire de la Communauté Marocaine Résidant à l'Étranger 2008 page 73

**Tableau 5.16: MRE et leurs familles ayant une assurance maladie/accident : Italie**

Pays d'immigration	MRE à l'étranger	Famille à l'étranger	MRE au Maroc	Famille Au Maroc
Italie	94,8	82,8	8,1	10,2
Ensemble	97,8	91,9	5	6,2

Source: Marocains Résidant à l'Étranger L'utilisation des Transferts Résultats d'enquête 2008 Observatoire de la Communauté Marocaine Résidant à l'Étranger 2008 page 74

**Tableau 5.17: Part du revenu annuel transférée au Maroc (en espèces et en nature) (pourcentage des MRE en Italie)**

Part du revenu transférée	Pourcentage des MRE Italie	Total (%)
Rien	-	0,3
Moins du quart	51,4	57,6
Un quart à un tiers	25,4	23,5
Plus qu'un tiers à un demi	15,9	12,5
Plus qu'un demi	7,3	6,1
Total	12,3	100

Source: Marocains Résidant à l'Étranger L'utilisation des Transferts Résultats d'enquête 2008 Observatoire de la Communauté Marocaine Résidant à l'Étranger 2008 page 84



**Tableau 5.18: Pourcentage de MRE (ménages) investissant ou ayant des projets d'investissement, au Maroc ou dans les pays d'accueil, résidents en Italie**

Pourcentage des MRE résidents en	Pourcentage de MRE ayant réalisé des investissements au		Pourcentage de MRE ayant des projets d'investissements au	
	Maroc	Pays d'accueil	Maroc	Pays d'accueil
Italie	43,8	24,2	67,9	40,5
Total	44,1	27,3	60,3	43,0

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 5.19: structure (en pourcent) des investissements réalisés par les MRE aux pays d'accueil selon le secteur en Italie.**

Pourcentage des investissements réalisés par les MRE en	Immobilier	Industrie	Commerce	Tourisme	Agriculture	Autre	Total
Italie	76,9	2,8	9,3	1,9	0,0	9,3	100,0
Total	72,4	1,9	13,8	2,1	0,4	9,4	100,0

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 5.20: structure (en pourcent) des investissements réalisés par les MRE en Italie, au Maroc selon le secteur.**

Pourcentage des investissements réalisés par les MRE en	Immobilier	Industrie	Commerce	Tourisme	Agriculture	Autre	Total
Italie	86,7	1,0	3,0	1,0	4,4	3,9	100,0
Total	86,9	0,9	5,2	0,8	4,1	2,0	100,0

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 5.21: répartition (part) et taux des intentions de la migration de retour, en pourcent, des chefs de ménage, de leurs conjoints et des enfants, garçons et filles, cas Italie**

	Indicateur	Chef de ménage	Conjoint	Garçons	Filles
En Italie	Taux en %	62,0	61,4	43,6	45,4
	Part en %	16,0	15,4	15,5	15,3
En Total	Taux en %	57,2	52,8	34,7	35,6
	Part en %	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 5.22: répartition (pourcent) des chefs de ménage MRE en Italie, tentés par la migration de retour, selon la raison.**

Raison de retour	Famille au Maroc	Non satisfait à l'étranger	Projet au Maroc	Autre	Total
Pourcentage des chefs de ménage MRE en Italie	31,4	16,7	38,4	13,6	100
Pourcentage des chefs de ménage MRE en Total	41,2	14,7	27,0	17,2	100

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



**Tableau 5.23: répartition (pourcent) des chefs de ménage, MRE en Italie, non tentés par la migration de retour, selon la raison.**

Raison de retour	A cause des Enfants	Avenir assuré en pays d'accueil	Niveau de vie meilleur	Plus d'avantages sociaux	Projet en pays d'accueil	Autre	Total
Pourcentage des chefs de ménage, MRE résidant en Italie,	17,9	44,9	25,0	7,1		5,1	100
En Total	24,2	34,3	23,4	8,4	2,0	7,7	100

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 5.24 : Répartition des MRE en Italie chefs de ménage (en pourcent) selon le sentiment d'appartenance**

Sentiment d'appartenance	Pourcentage des MRE CM en Italie	Total (%)
Maroc	88.8	76.5
Pays d'accueil	2.9	3.9
les deux	8.1	19.2
Autre	0.2	0.4
Effectif	100.0	100.0
Total	418	2829

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».

**Tableau 5.25 : Répartition (en pourcent) des MRE chefs de ménage en Italie selon le refus du travail à des marocains par les employeurs du pays d'accueil**

Dans votre pays d'immigration, est ce qu'il y a des employeurs qui refusent du travail à des marocains?	Pourcentage des MRE Chefs de ménage en Italie	Total (%)
Oui	76.3	69.4
Non	17.5	20.4
NSP	6.2	10.2
<b>Total</b>	100.0	100.0
<b>Effectif</b>	1231	417

Source : HCP-CERED, « L'Enquête sur l'Insertion Socio-économique des MRE dans les pays d'accueil, 2005 ».



## Annexe 6. Envois de fonds effectués par les ressortissants marocains établis à l'étranger années 1990 à 2008 par pays

Tableau 6.1 : Recettes annuelles (en Millions de dirhams)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 *
France	10 944,3	10 941,4	11 809,7	11 486,6	10 615,0	10 805,8	11 159,7	10 036,1	10 372,6	10 206,1	10 386,3	14 974,0	14 461,7	15 385,0	16 131,1	16 961,1	20 636,4	23 353,3	20 697,1
Espagne	123,4	288,8	196,0	224,7	251,8	235,0	471,0	617,3	786,6	580,2	924,2	1 895,2	1 957,0	3 188,6	4 562,5	5 290,4	6 698,7	8 504,9	8 006,5
Italie	444,4	846,7	804,7	879,1	618,0	724,7	1 659,7	1 740,2	1 915,9	2 043,6	2 994,2	5 863,7	3 697,6	4 379,7	4 959,0	5 036,6	5 843,7	6 808,5	6 664,0
ETATS UNIS	70,8	145,5	113,5	124,7	103,5	128,8	187,2	260,3	311,1	676,4	895,6	2 258,3	1 874,2	2 036,2	2 450,6	2 320,2	2 709,8	2 761,4	3 390,4
U.E.B.L	1 195,5	1 196,1	1 270,4	1 337,5	1 466,8	1 447,1	1 520,1	1 366,3	1 263,7	1 075,4	1 853,6	1 970,1	2 073,4	2 062,4	1 918,6	2 207,3	2 153,8	2 293,3	2 383,7
PAYS BAS	1 513,2	1 514,6	1 724,7	1 421,4	1 165,8	953,5	1 005,6	859,5	1 314,6	1 065,4	1 606,5	3 485,7	2 109,0	2 031,9	1 445,4	1 639,1	1 970,4	2 321,8	2 188,4
EMIRATS.A.U	292,5	390,0	342,3	418,9	442,4	432,5	504,7	612,1	527,9	516,4	557,9	628,1	620,0	524,5	843,3	1 460,3	1 431,7	1 568,6	2 139,3
GRANDE BRETAGNE	251,5	241,9	230,7	225,6	227,8	192,4	259,1	348,5	392,6	486,9	954,1	1 595,9	1 292,7	1 650,4	1 552,0	1 743,0	1 643,0	2 112,2	1 876,8
Allemagne	873,2	846,0	988,0	980,3	956,9	986,8	996,5	938,8	1 069,9	959,6	979,8	1 924,0	1 349,1	1 179,4	1 236,2	1 479,0	1 754,0	1 865,0	1 770,4
ARABIE SAOUDITE	321,5	392,3	418,5	489,9	321,3	283,2	370,7	446,2	437,8	432,2	572,5	628,2	653,6	560,0	591,2	796,6	859,2	1 029,1	1 089,7
SUISSE	165,7	179,4	233,7	217,6	246,8	236,5	226,5	252,0	324,0	344,1	458,8	581,4	672,2	679,3	768,9	616,0	677,7	654,1	934,6
CANADA	25,4	27,7	20,3	34,9	34,6	33,0	33,4	45,7	43,2	67,0	90,0	119,9	107,8	150,5	204,1	306,7	368,7	430,6	406,4
DANEMARK	57,4	58,8	66,8	61,8	87,9	89,0	93,4	84,7	116,9	103,0	155,9	211,0	176,4	144,6	114,4	109,6	128,4	137,9	278,9
NORVEGE	31,7	33,3	45,0	34,3	44,7	47,2	61,6	65,7	91,0	86,2	68,3	133,4	177,7	137,4	140,0	184,3	200,7	252,0	240,0
KOWEIT	22,2	3,4	22,7	25,3	9,7	13,8	16,0	8,1	8,0	9,7	8,1	25,6	23,0	39,8	65,8	104,7	200,7	132,5	196,9
QATAR	7,2	6,2	11,9	8,2	5,3	11,2	23,2	54,1	9,8	10,5	8,2	17,8	15,7	15,1	14,1	26,6	90,4	173,5	104,5
SUEDE	27,5	35,6	43,7	31,3	39,4	40,6	80,2	42,6	48,4	59,6	59,5	76,8	71,7	83,7	90,5	91,6	104,4	109,5	101,9
OMAN	9,0	18,4	22,9	46,6	26,2	33,5	34,6	32,5	54,5	36,2	32,2	24,6	15,1	8,8	5,5	5,5	8,5	48,7	66,2
BAHREIN	2,9	6,4	5,8	13,2	10,9	11,2	11,5	21,9	19,8	14,3	37,9	64,3	110,8	46,4	79,2	135,0	103,9	132,7	54,9
Autriche	5,3	5,4	8,1	16,6	12,1	13,9	13,9	18,4	18,3	19,0	18,5	29,0	18,2	27,9	14,7	14,0	20,5	15,0	24,3
Portugal	1,7	2,4	0,7	5,5	5,3	10,7	25,0	39,8	38,9	37,8	37,1	82,0	20,6	20,4	13,5	11,8	35,9	33,1	23,4
TUNISIE	5,3	5,6	8,0	7,7	6,2	11,2	11,5	10,8	9,0	10,4	13,7	13,0	15,8	12,2	15,3	16,3	16,6	19,1	23,3
LIBYE	79,4	82,5	90,5	75,9	56,7	44,7	34,6	43,3	43,8	47,8	33,5	22,8	9,6	9,6	5,7	5,1	3,3	2,5	14,1
ALGERIE	5,6	6,1	7,5	6,2	10,4	5,1	11,5	4,0	4,2	4,3	4,3	3,5	2,5	2,4	3,9	2,7	4,1	3,4	7,8
AUTRES PAYS	60,6	53,6	44,6	42,1	48,9	28,5	62,6	84,5	88,4	109,4	210,9	229,8	182,5	205,6	197,0	174,2	169,3	238,0	357,6
<b>TOTAL</b>	<b>16 537,2</b>	<b>17 328,1</b>	<b>18 530,7</b>	<b>18 215,9</b>	<b>16 814,4</b>	<b>16 819,9</b>	<b>18 873,8</b>	<b>18 033,4</b>	<b>19 310,9</b>	<b>19 001,5</b>	<b>22 961,6</b>	<b>36 858,1</b>	<b>31 707,9</b>	<b>34 581,8</b>	<b>37 422,5</b>	<b>40 737,7</b>	<b>47 833,8</b>	<b>55 000,7</b>	<b>53 041,1</b>

Source : Office des changes



**Annexe 7 : Envois de fonds effectués par les ressortissants marocains établis à l'étranger, années 2006 à 2009.**

**Tableau 7.1 : Recettes trimestrielles par pays (En Millions de dirhams)**

Année	2006				2007				2008				2009	
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2
FRANCE	4342,9	5186,6	6337,5	4769,4	5163	5441,8	7251,7	5496,8	5294,5	5592,6	6888,7	2921,3	4262,5	5103
ITALIE	1196,9	1150,1	1929,4	1567,3	1494,7	1464	2138,5	1711,3	1490,4	1626,5	2057,1	1490	1260,1	1449,9
ESPAGNE	1370	1438,1	2018,8	1871,8	1715,9	2066,5	2721,8	2000,7	1726,8	1810	2224,1	2245,6	1223,4	1375,4
U.E.B.L	429,4	432,9	759,7	531,8	426,3	501,8	733,4	631,8	533,4	610,8	726,8	512,7	468,6	698,1
ETATS UNIS	619	767,4	662,7	660,7	608,2	740,6	749	663,6	862,2	743,9	1223	561,3	768,4	657,9
EMIRATS A.U	339,6	296,8	468,6	326,7	337,6	370,1	444,6	416,3	404	505,6	591,3	638,4	633,4	562,7
ALLEMAGNE	436,7	349,9	558,6	408,8	397,8	398,9	606,7	461,6	399	429,5	547,1	394,8	362,9	438,7
PAYS BAS	423,5	404,1	589,7	553,1	454,8	504,2	709	653,8	480,4	559,7	607,7	540,6	390,7	407,9
GRANDE BRETAGNE	327,1	390,3	371,9	553,7	448,2	433,5	596	634,5	428,4	521,9	478,9	447,6	352,9	352,1
ARABIE SAOUDITE	203,8	187,7	251,4	216,3	214	268,6	295,5	251	229,9	230,1	299,3	330,4	307,3	298,4
SUISSE	156,3	155	188,9	177,5	173,1	137,5	186,4	157,1	201,4	174,6	199,5	359,1	152,6	179,9
CANADA	82,8	77,1	103	105,8	69,2	104,4	136,9	120,1	91,9	107,7	130,4	76,4	69,4	103,3
AUTRES PAYS	41,4	49,8	41,9	36,2	55,3	51,7	75,4	55,6	83,8	80,5	105,2	88,1	82,3	89,4
KOWEIT	60	60,8	44,4	35,5	39,2	27,8	33,5	32	28,9	47,2	62,6	58,2	36,5	59,4
NORVEGE	46,2	60,3	47,6	46,6	42	62,7	83,8	63,5	62,9	76,3	70,8	30	44	50,2
BAHREIN	16,2	25,1	34,8	27,8	30,1	29,2	22,3	51,1	23,3	5,8	14,7	11,1	38	41,6
QATAR	23,4	21,3	21,5	24,2	29,8	42,3	52,2	49,2	17,3	31,1	28,5	27,6	33,2	37,5
DANEMARK	21,7	34,3	44,4	28	25,5	32,9	46,6	32,9	27,3	42,7	60,2	148,7	20,6	32,5
OMAN	0,6	1,8	3	3,1	11,1	3,7	17,8	16,1	13,7	21,9	18,5	12,1	16,3	23
SUEDE	21,1	23,9	33,7	25,7	23,5	25,4	35,8	24,8	31,2	26,5	29,5	14,7	14,3	18,8
TUNISIE	5	4,2	4,2	3,2	5	4	6,4	3,7	3,7	4,8	9,2	5,6	7,3	6
PORTUGAL	4	5	6,8	20,1	20	3,4	6,7	3	4,1	6,9	7,5	4,9	6,1	5,4
AUTRICHE	5	4,7	8,2	2,6	4,7	1	4,1	5,2	5,7	3,6	8,8	6,2	3,5	4,6
ALGERIE	1	1,2	0,8	1,1	0,8	0,5	1,2	0,9	2,8	1,8	2,5	0,7	0,5	0,7
LIBYE	0,5	0,6	0,9	1,3	0,7	2,3	-0,8	0,3	4,9	3,5	4,5	1,2	0,7	0,6
<b>Total</b>	<b>10174</b>	<b>11129</b>	<b>14532,4</b>	<b>11998,3</b>	<b>11790,5</b>	<b>12718,8</b>	<b>16954,5</b>	<b>13536,9</b>	<b>12451,9</b>	<b>13265,5</b>	<b>16396,4</b>	<b>10927,3</b>	<b>10555,5</b>	<b>11997</b>

Source : Office des changes